

SAUSFRONTIÈRE

HEBDO

Semaine du 11 au 17 avril 1981

N° 19 5 FF

Maroc 4,40 DH—Tunisie 400 M.

DEUX ANS DÉJÀ !

OU

LA SAGA

D'UN BAZAR

MULTIRACIAL !



Renfort à la grève de la faim illimitée de Lyon

51 INTELLECTUELS

PRÊTS A TOUT

*pour arrêter les expulsions
de jeunes « immigrés »*

Peut-être, un jour ...

Il s'agit d'un camp qui ressemble étrangement aux camps de concentration que les peuples qui ont lutté contre la colonisation, et que le peuple français qui a lutté contre le nazisme ont connu. Il s'agit du Hameau Forestier, camp situé à 5 kms de la Ciotat, dans une forêt loin de tout contact avec la population française.

Là vivent depuis 20 ans, une trentaine de familles de français musulmans, dans des baraquements, de deux pièces cuisine, où s'entassent des familles de 8 à 13 personnes. ces conditions d'existence sont indignes de la politique humanitaire de la France.

Ce ghetto n'a de semblable qu'en Afrique du sud, régime tant dénoncé ... par le peuple français et les peuples du monde entier.

J'invite la presse écrite et télévisée, à se rendre sur les lieux, afin de se rendre compte de la réalité, et du drame humain que vivent ces familles, ignorées par la France pour laquelle ils ont tout sacrifié.

Il est quand même curieux que des situations qui dépassent de très loin les récits de Zola sur les conditions des travailleurs, puissent exister encore de nos jours, dans une commune gérée par ceux-là même qui dénoncent à corps et à cris l'existence et la formation de ghettos.

Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris
Tél : 606 15 68

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75008 Paris. Tél : 278 44 78

Fondateur de l'Association
« Editions Sans Frontière » :
Louis Gallimardet

Directeur de publication : Khali Hammoud
C.C.P. : 420900 F Paris

Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.

Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

Ça fait plus d'un siècle que les français viennent chez nous, ça fait plus d'un demi-siècle, que nous allions chez eux, un échange fraternel s'est établi entre le peuple français et nous, c'est pourquoi nous qui connaissons bien la France, qui sommes imprégnés de sa culture humaniste, et de son esprit de liberté, nous assistons aujourd'hui avec tristesse et une relative impuissance, devant la mobilisation de toutes les forces politiques de ce pays, contre les travailleurs immigrés et plus particulièrement, les travailleurs nord-africains.

Dans cette lutte barbare et inhumaine, chacun a ses propres méthodes : pour les uns : la loi, les circulaires préfectorales, la répression, les expulsions, les refoulements aux postes frontières, etc ...

Pour les autres c'est : le bulldozer, la répartition des immigrés entre les communes, des arrêtés municipaux, menaçant les familles d'expulsion de la commune, si un membre de la famille vient à commettre un délit (Venissieux), campagne exploitant le sentiment d'insécurité existant au sein de la population française, ce qui sous entend que les délinquants ce sont toujours les autres, campagne rendant les enfants d'immigrés responsables du retard scolaire accusé par les jeunes français, etc ...

A quoi sert de pleurer, sous prétexte que l'huile jamais ne réussit à se mêler à l'eau ? Cela ne vaut même pas une larme inutile.

Que reste-t-il du principe de la « France, terre d'asile » ? Que reste-t-il du respect des droits de l'homme ? charte à laquelle la France a adhéré, lorsque l'on sait que nos droits sont ignorés 365 jours sur 365 Jours.

*Quand l'innocent est abattu
Autour de son corps les juges s'assemblent et le condamnent*

*Sur la tombe du juste assassiné
Il faut encore assassiner son bon droit*

B. Brecht

Non, messieurs les politiciens, nous ne sommes pas responsables des maux dont souffre votre pays, chômage, inflation, déficit commercial, dénatalité, etc ...

En nous rendant responsables de la crise qui frappe votre pays, vous portez une lourde responsabilité devant votre peuple, et devant l'histoire. En nous rendant responsables de la crise, vous êtes en train de conduire la France vers un sous développement moral et intellectuel.

Pour notre part, ce poème de Brecht résume clairement notre situation.

*Ne plante aucun clou dans le mur
Jette tes habits sur la chaise
Pourquoi t'en faire pour huit jours ?
Tu rentreras demain*

B. Brecht

Avant de rentrer chez nous, il est de notre devoir de rendre hommage à l'action des français et des françaises, qui ont pris nos problèmes à coeur. A ces hommes et ces femmes dévoués (es) dans l'action quotidienne, nous leur disons merci, votre dévouement à la cause des

opprimés, renforce en nous, l'espoir que le monde de demain, sera un monde où l'homme sera le frère de l'homme. « N'écoutez personne, ne croyez en rien, mais examinez toute proposition qui aboutisse à un véritable changement » **B. Brecht.**

Les immigrés ne sont pas des gens sur lesquels il faut pleurnicher, car ils représentent une force sociale et politique dont l'histoire a largement démontré (exemple de l'Algérie) qu'ils ne peuvent être assimilés, ni canalisés, car leurs luttes et leurs pensées, s'intègrent d'une façon naturelle dans la marche et l'évolution des sociétés dont ils sont originaires.

Peut-être un jour, nos mères, nos frères, nos soeurs, nos cousins et cousines, se rassemblent et décident de manifester devant les portes des ambassades de France, pour exiger que notre sécurité soit assurée, et notre dignité respectée, comme l'est celle des coopérants français qui travaillent chez nous.

ZAH

Sport avec ou Sans Frontière ?

A Sans Frontière

Je suis de ceux qui, notamment, à l'occasion de la campagne pour le boycott du « Mondial », en Argentine, ont pris parti contre le sport en tant qu'objet servant les chauvinismes et autres manipulations politiciennes.

Voilà que dans Sans Frontière paraissent des articles à la louange du sport dans les pays du Tiers-Monde (pays de l'immigration en particulier).

Bon. Ma première réaction a été que puisque ces pays (et je crois principalement, les pays arabes) ont dans le domaine du sport (football) une place importante, il est juste que les immigrés, ces opprimés en tirent quelque fierté.

Mais voilà que dans l'un des récents numéros de Sans Frontière, on parle des problèmes que soulèvent les matchs internationaux, de la nécessité

de trouver des terrains neutres pour éviter des désordres (graves à tout le moins).

Alors je dis ne faudrait-il pas avant tout, avertir les lecteurs de Sans Frontière de ce côté malsain du sport.

Il serait trop long d'écrire ici ce que devrait être le sport :

Exercice physique d'abord, qui devrait être fait autrement qu'en compétition surtout dans l'état actuel.

Ce qu'il ne devrait pas être :

Un spectacle : quand on pense que les professionnels et autres des spectacles culturels (théâtre) surtout les meilleurs et les plus populaires ont de la peine à vivre et qu'on dépense énormément d'argent pour aller voir quelques gens se livrer à des ébats physiques cela laisse rêveur.

Lucien Angevin.

M
CROISES
T
S
de hartmann

**Solution de
la grille n° 7**

A	L	L	E	M	A	N	D	E
R	O	U	M	A	N	I	E	
G	R	E	E	R	E	S	T	
E	D		R	E	T	S	U	
N		L	I	T	S		S	N
T	E	E		H	A	N	O	I
I	S	S	U		R	O	I	S
N	U		S	A		U	N	I
E	S	P	A	G	N	E		

Grille n° 8

Horizontalement

1. Doctrine musulmane ; 2. Phoque-Chevalier ; 3. Arabes croyants ; 4. Arbre-Belle femme ; 5. Proie de chasseur-Infinif ; 6. Crack-Article arabe ; 7. Dans le Vaucluse-Enzyme ; 8. Fête grecque ; 9. Nord-Africains.

Verticalement

1. Habitant étranger ; 2. Ascète de l'Islam-Guère ; 3. Fleur-Morceau de bois ; 4. Dieu égyptien-Note ; 5. Unie-Ville du Maroc ; 6. Flaque-confonction ; 7. Récipient-Pachyderme ; 8. Ajuste-Monnaie ; 9. Enlace étroitement.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière »,
35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

☐ Abonnement ☐ Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville



Comment va-t-on traiter les immigrés ?

Par M^e Stanislas Mangin

Un nouveau Président et, dans deux mois, dans deux ans... une nouvelle Assemblée... Cela va-t-il changer les comportements vis à vis des immigrés ?

En pire ? Ce n'est pas impossible.

Pour le travail, rappelons-nous : il y a quelques semaines, un candidat, sur l'écran de la télévision, s'est porté au tableau pour y écrire quelques chiffres. Deux s'en détachent, l'un en dessous de l'autre : 1 490 000 travailleurs étrangers, « non européens » ET EN DESSOUS : 1 500 000 chômeurs... et le candidat indique que sa politique est d'« inciter » ces travailleurs étrangers, « non européens » à partir le plus rapidement possible de France...

Et voilà résolu le problème du chômage !

Cette politique n'est pas nouvelle, elle avait été traduite il y a deux ans dans un projet de loi dit Stoléru, mais le Parlement a fait comprendre au Gouvernement qu'il ne voterait pas ce

texte. L'on sait pourtant que les services compétents s'efforcent de l'appliquer.

Cet exercice comptable était d'ailleurs tout à fait inexact : le candidat a chiffré 1 490 000, le nombre des étrangers « non européens », mais ce chiffre est celui des familles !

Ces travailleurs, en réalité, ne sont que 831 000 (Le Monde du 12 mars P 10). Quant aux chômeurs, il a déclaré lui-même en écrivant le chiffre de 1 500 000 qu'il s'agissait d'une évaluation de 1980, à réévaluer au moment des élections à 1 800 000 : ainsi donc à supposer que l'on puisse -ce qui est faux- chasser tous les travailleurs « non européens » rapidement, il resterait des chômeurs : 1 80 000-800 000, c'est à dire environ un million.

Mais de telles écritures signifient que la politique actuelle pourrait être poursuivie, renforcée, bien que totalement irréaliste, par tel « nouveau » président.

Les Algériens et Africains, titulaires de titres de résidence de 5 ans et 10 ans, seront traités comme les résidents privilégiés.

La naturalisation et la réintégration d'anciens Français, feront l'objet d'un bilan annuel comportant l'indication des demandes, des ajournements, et des refus par nationalité permettant de contrôler l'absence de discrimination raciale.

Un projet de loi précisera que les jeunes Algériens et Africains des anciens territoires d'Outre-Mer, nés et élevés en France -que ce soit avant ou après l'indépendance- sont français et peuvent décliner cette nationalité entre 18 et 21 ans. Dans ce cas, il leur sera délivré une carte de résident privilégié.

Les refoulements à la frontière seront effectués dans les stricts termes de la loi du 10 janvier 1980 et des conventions internationales :

C'est à dire que la garantie de rapatriement ne pourra être exigée des Algériens et que, pour les autres, les décrets d'application prévus par la loi interviendront sans délai.

Bien évidemment, aucun refoulement ne sera plus effectué sous le prétexte qu'un étranger en règle serait « considéré comme ayant l'intention » de chercher un emploi ou de prolonger abusivement son séjour !

Les expulsions pour menace à l'ordre public ne pourront plus être prononcées contre un étranger ayant été élevé en France et dont la famille y réside, qu'il soit ou non résident privilégié, sans l'avis conforme de la Commission d'expulsion. Celle-ci ne sera saisie, sauf exception, qu'après plusieurs délits sanctionnés de plusieurs peines fermes, supérieures à une année de prison chacune.

L'étranger pourra faire appel de cet avis devant une « Commission Nationale consultative d'appel » composée paritaire de fonctionnaires et de personnalités qualifiées pour apprécier sur la plan psychologique et social l'ensemble du comportement de l'intéressé et les conséquences d'une expulsion ou d'une assignation à résidence.

Pour les autres étrangers, l'expulsion pour menace à l'ordre public ne sera prononcée qu'après la définition par circulaire de principes conformes à l'esprit de l'ordonnance de 1945.

La révision des anciens arrêtés d'expulsion sera effectuée, sur demande des intéressés, par la Commission nationale consultative d'appel qui s'inspirera des principes ainsi définis.

C'est par des mesures de cet ordre qu'on peut, sans influer d'une manière significative l'évolution des chiffres de la population immigrée et des chômeurs français, mettre fin à l'anxiété des familles et à la dégradation de l'amitié des peuples Africains et Maghrébins pour la France.

On voit dès aujourd'hui, que les tentatives menées pour l'appliquer se traduisent quotidiennement par des mesures odieuses et illégales, discriminatoires.

Si elle doit se poursuivre, on ne pourra qu'attendre une clarification de la situation politique (mais serait-ce le cas ?) par de nouvelles élections législatives.

Pour le logement, on sait que tel autre des candidats préconise la mise à la porte de leurs logements des étrangers, des français noirs... et bien évidemment des français musulmans...

Tous les autres partis, par contre, sont opposés au renvoi des travailleurs étrangers et de leurs familles, pour des raisons de solidarité à leur égard, par réalisme économique, ou par souci des intérêts de la France en Afrique et dans le monde.

Les hommes politiques qui veulent ignorer ces puissants motifs de respecter les travailleurs étrangers régulièrement installés en France, semblent inspirés par la démagogie dans la mesure où ils supposent un racisme latent... qu'ils contribuent en fait à créer.

Ils peuvent aussi être inspirés par leur propre racisme inconscient ou non- et aussi ce qui ne serait pas moins grave ! par l'idée que l'Afrique restera toujours dominée par l'Europe et l'Amérique, qu'en particulier sitôt le pétrole relayé par l'énergie atomique les Occidentaux prendront leur revanche des quelques ménagements pris entre temps à l'égard des pays pétroliers et qu'il suffit, d'ici là, de continuer à leur faire des risettes de surface.

(Calcul de comptable qui ignore les énormes potentialités de valeur humaine du continent Africain. Celui-ci s'affranchira tôt ou tard, et disposera de son sous-sol, y compris l'uranium).

Quoiqu'il en soit, les élections qui vont se succéder pourraient entraîner finalement la formation d'une majorité et d'une autorité centrale qui exécutent la politique définie par le Parlement lors du vote de la loi Bonnet -c'est à dire fermé envers les irréguliers, ménagements envers les travailleurs- ou même qui améliorent nettement les choses, puisque tel parti a un programme nettement positif à l'égard des immigrés.

Mais cette majorité, cette autorité centrale, peuvent rencontrer beaucoup de difficultés avant de se former, de s'établir et on peut connaître, entre temps, une période de belles déclarations d'intentions qui ne seraient pas suivies d'effet sur le terrain.

C'est que depuis cinq ou six ans, de telles habitudes ont été données aux Administrations -notamment par la voie d'instructions secrètes- de violer la loi et le respect dû aux personnes, qu'une corruption du pouvoir commence à se répandre à tous les échelons : elle ne sera pas guérie sans peine.

Il faudra des ministres qui tiennent un langage nouveau, et qui s'attachent avec application à rééduquer des fonctionnaires... qui en seraient fort heureux, j'en suis sûr... d'autant qu'ils se trouveraient soulagés d'innombrables petites besognes qui n'ont aujourd'hui d'autre raison d'être que de harceler les malheureux immigrés pour les « inciter » sans succès d'ailleurs, au départ.

Corruption de pouvoir

Qu'on me permette d'invoquer ici un souvenir personnel :

C'était au moment des vastes mouvements de grève de 1947, que certains qualifiaient de révolutionnaires.

J'avais alors 29 ans, et j'étais depuis deux années le Directeur adjoint de la police du contre-espionnage : la Surveillance du Territoire.

Notre service avait demandé au Ministre de l'Intérieur de prononcer l'expulsion de dizaines de travailleurs polonais et de dizaines de réfugiés politiques russes qui avaient établi des relations secrètes avec leurs Consuls respectifs, renseignaient ceux-ci et prenaient leurs consignes pour encadrer les travailleurs polonais des mines et, chose plus étonnante, l'immigration russe blanche.

Cette situation résultait d'une idée très répandue en France à l'époque, et qui allait finir son temps cette année-là : comme me l'avait dit en 1945 un brave brigadier de police qui se scandalisait de me voir pro-

tester véhément dans la rue contre un abus d'autorité de l'armée américaine : « que voulez-vous ! hier, les Allemands, aujourd'hui, les Américains, demain, les Russes... »

Le Ministre de l'Intérieur, Jules Moch, réagit à nos propositions d'expulsion en disant : « et si vous vous trompez pour un seul de ces hommes ? Quelle responsabilité de le renvoyer là-bas ! »

Il décida d'examiner lui-même chaque dossier, qui lui serait présenté et commenté par un fonctionnaire de son choix : il m'avait désigné.

De nouvelles mesures

Jeune fonctionnaire, zélé, autoritaire et convaincu que l'humanité se divisait entre les bons et les méchants, je suis arrivé avec mes dossiers devant le Ministre, persuadé du bien fondé de chaque proposition. Il me recevait tard le soir, quand le ministère était vide et que personne ne devait plus le déranger.

Il me faisait asseoir en face de lui, le dossier ouvert entre nous deux, sous l'éclairage d'une lampe basse, et passait parfois plus d'une heure à m'écouter, à lire, à me poser des questions. Il rejetait, si je ne me trompe, un dossier sur deux.

C'est durant ces quelques soirées que j'ai appris ce que c'est que d'exercer les pouvoirs de la République avec la volonté de maintenir l'ordre, tout en respectant la loi et l'homme, que j'ai compris le mal qu'on peut faire quand on dispose de pouvoirs exorbitants.

C'est aussi à la lumière de cette leçon que j'ai pu faire depuis lors la différence entre le politicien de petite dimension qui use avec ivresse de ces pouvoirs, sans scrupules, tantôt avec démagogie, tantôt avec dissimulation s'il craint

de subir le reproche de ses erreurs, de ses légèretés, et puis l'homme d'Etat qui ne les met en oeuvre que par nécessité d'intérêt général en conservant pour lui le goût amer des douleurs qu'il cause, les remords de ses erreurs et qui pour-

tant, ne renie pas ses actes, sachant qu'il n'en recevra que des reproches... y compris de ceux qui y ayant trempé avec lui, se désolidarisent sans vergogne.

20 ans plus tard, en mai 1968, j'ai constaté comme simple citoyen que le Général de Gaulle n'a pas voulu expulser de travailleurs étrangers à l'occasion des grandes grèves et je me suis même amusé lorsque la seule expulsion qui ait fait l'objet de publicité, a été celle d'un intellectuel Américain qui haranguait des grévistes.

Demain, des ministres, déterminés à ramener les comportements administratifs à l'égard des étrangers dans la voie légitime et humaine, devront sans doute, prendre des mesures draconiennes aux frontières et à l'égard des irréguliers, mais ils devront dans le même temps, prendre des mesures de remise en ordre dont on peut citer ici, à titre d'exemple, celles qui paraissent les plus urgentes :

- Les titres de séjour arrivant à expiration, devront faire l'objet d'une demande de renouvellement trois mois à l'avance et la nouvelle carte, délivrée -s'il y a lieu- au plus tard dans le délai d'un mois. La précédente sera conservée par son titulaire jusqu'à délivrance de la nouvelle.

- La pratique des récépissés sera supprimée.

- Pour le renouvellement du titre de travail la situation du marché de l'emploi ne pourra être opposée que par référence explicite dans chaque cas à des tableaux publiés, par profession et par département. Aucune différence ne pourra être faite entre les nationales, sauf conventions internationales.

Respecter la loi et l'homme

La carte de résident privilégié sera délivrée automatiquement -sauf exceptions dûment motivées- lorsque l'étranger aura deux enfants au moins, que la famille sera réunie en France, pourvue de ressources stables, et d'un logement convenable.

La charette des expulsions

Orléans est en effervescence après l'expulsion de deux travailleurs immigrés. Le Préfet justifie dans une déclaration à la Presse, les décisions qu'il a prises, et qui ont jeté l'émotion dans les familles immigrées.

Des CRS ont envahi le quartier immigré, pour tenter d'empêcher les réactions à ces enlèvements-expulsions. D'après des sources sûres, des dizaines de personnes auraient été embarquées par les CRS du Foyer la Mouchetière.

Sur la toile de fond des expulsions, l'opinion publique d'Orléans essaie de suivre les deux affaires en ayant en vue la grève de la faim du Père Delorme à Lyon.

Nul doute que l'appel des intellectuels, rendu public cette semaine permettra de s'opposer à ces expulsions, véritables couperets aux mains des autorités, et qui sont sur la tête de chaque immigré.

Le C. Solidarité-Immigrés d'Orléans a été saisi en une semaine de 9 cas d'expulsions.

Témoignage pour El Azouzi

En ce qui concerne la disparition de M. El-Azouzi, notre correspondant d'Orléans a pu recueillir des témoignages de la part du Directeur du Foyer des Ormes où logeait M. El-Azouzi.

M. El-Azouzi, nous l'avons connu 2 ou 3 jours en 1976 ; puis depuis janvier 1979, il est resté dans ce foyer, à l'exception de ses hospitalisations à Fleury ou à l'hôpital d'Orléans.

Nous n'avons rien à lui reprocher, il se comporte correctement dans le foyer ; mais c'est une personne qui a de nombreux problèmes depuis son accident du travail survenu en 1974.

Il est à noter que M. El-Azouzi a travaillé sans interruption de 1969 à 1974, qu'il est titulaire d'une carte de résident privilégié valable jusqu'en 1983, et qu'il n'a fait l'objet d'aucune condamnation.

Lors d'un accident du travail en 1974, M. El-Azouzi a eu un sérieux traumatisme crânien, et depuis, est atteint de troubles. En raison de l'handicap de la langue, il a éprouvé beaucoup de difficultés au cours de ses diverses démarches, auprès de la Sécurité Sociale, pour se faire entendre, et faire aboutir son dossier.

Il est vrai que M. El-Azouzi se fâchait parce qu'il ne comprenait pas pourquoi il ne touchait pas une pension décente qui lui permette de vivre lui et sa famille. D'après les lettres reçues par M. El-Azouzi, au dire du Directeur du Foyer, sa femme et ses 7 enfants demeurant au Maroc, se trouvent dans une véritable misère.

Donc, il semblerait que son cas relève d'un traitement médical et non de la justice, puisqu'il n'a jamais été traduit devant un tribunal, ni fait l'objet d'un placement d'office en hôpital.

Mais les avis des médecins divergent à son sujet :

Les médecins conseil de la Sécurité Sociale ne veulent plus de M. El-Azouzi, car il coûte trop cher!!

Il est à remarquer que pour certains médecins et psychiatres, un immigré ne peut être atteint de simple déprime ; mais ils l'intitulent « *sinistrose* », c'est à dire « *Mal du pays* ». Cette maladie n'est pas reconnue puisque certains médecins se transforment en économistes de peur que la Sécurité sociale tombe en faillite ; D'autres se transforment en flics, surtout lorsqu'ils ordonnent le retour. Le reste des médecins honnêtes confirment que le cas de M. El-Azouzi relève d'un traitement médical ; il est soigné à l'hôpital de Fleury les Aubrais et interné en placement libre depuis le 17 mars. Le docteur qui le suivait n'a été ni consulté, ni averti.

El-Azouzi fait d'ailleurs toujours partie des malades inscrits dans le service. En effet, le 24 mars, à la suite d'une convocation arrivée à l'hôpital, M. El-Azouzi se présente accompagné d'une personne du service, au commissariat. Cet infirmier est prié de repartir seul ; M. El-Azouzi se voit notifier un arrêté d'expulsion et, il est aussitôt embarqué pour l'avion.

Cette expulsion reste très louche : d'une part, M. El-Azouzi n'a jamais été avisé d'une quelconque procédure d'expulsion ; d'autre part, le motif « *dangereux* » ne peut-être invoqué puisque M. El-Azouzi est en placement libre où il poursuit son traitement durant la journée, et que chaque soir, il rentre au foyer et ne pose aucun problème de comportement.

Et même s'il était dangereux, le rôle des médecins n'est-il pas de soigner ? De plus, il est à préciser que le placement de M. El-Azouzi en Centre d'Aide par le Travail était acquis à Toulouse ou à Valbriand. Aussi, on ne peut croire à l'urgence absolue de l'expulsion et au caractère de danger !! Que signifie cette expulsion ?

Y'a-t-il en France, aujourd'hui, une catégorie d'hommes sur le sort desquels un service spécial, celui des étrangers, a pouvoir absolu au-dessus des avis médicaux et des décisions de justice ?

Manifestation pour le retour de Berradoune et El Azouzi
Le samedi 11 avril à 10h.
Rassemblement place De Gaulle.



Rassemblement devant la préfecture d'Orléans pour empêcher les expulsions.

Lettre ouverte au Préfet

Monsieur le Préfet,

Il se peut que l'expulsion de Monsieur El Azouzi se soit produite à votre insu. En ce qui concerne Monsieur Berradoune, vous êtes responsable de la mesure, vous ne prenez pas en compte les démarches :

- Celle de Monsieur le Maire de St Jean de la Ruelle qui vous a indiqué la gravité des conséquences d'une expulsion pour la famille,

- Celle de Maître Plisson, avocat de l'intéressé qui vous a informé que dès le mois de décembre, il avait déposé un recours contre l'arrêté d'expulsion, et une demande de sursis à exécution, et qu'il sollicitait de votre part, une autorisation provisoire de séjour en attendant la décision du Tribunal administratif.

Vous ne pouvez ignorer que, selon l'arrêt du Conseil d'E-

tat du 21 juillet 77, une condamnation pénale ne suffit pas en elle-même à invoquer une « menace pour l'ordre public »

Avez-vous pensé à l'épreuve de Madame Berradoune et de ses enfants qui, au lieu d'accueillir Monsieur Berradoune à sa sortie de prison, apprendront, sans avoir pu le revoir, qu'il est expulsé du territoire ?

Une telle rigueur tranche sur la compréhension que, dans des affaires analogues, vos prédécesseurs ont à l'occasion manifesté ; elle fait apparaître le Service des Etrangers comme une structure inhumaine.

Nous vous prions, Monsieur le Préfet, de recevoir nos salutations.

Pour le Comité,
J. Bastos, F. Vannier,
J.P. Perrin

Affaire Mustapha

Erreur manifeste

La récente décision du Tribunal Administratif d'Orléans, juge comme « entaché d'erreur manifeste »

l'arrêté d'expulsion pris par le Ministre de l'Intérieur en décembre 79, à l'encontre du jeune Mustapha.

A cette époque, nous avons

relaté cette affaire dans nos colonnes. L'Equipe du journal « Sans Frontière » souhaite voir ce même Tribunal Administratif prendre des décisions aussi courageuses pour les deux expulsions actuelles à Orléans, et, pour lesquelles le Préfet est passé outre toutes les législatures.

Affaire Berradoune

« La double sanction »

Dès l'annonce de la menace d'expulsion qui pèse sur Monsieur Berradoune, incarcéré à la Maison d'Arrêt d'Orléans, et qui achève sa peine le samedi 4 avril, le Comité « Solidarité-Immigré » attire l'attention des autorités locales par la voie de la presse. Dans le communiqué de la République du Centre du 2 avril, nous lisons notamment : « Juste après l'expulsion de Monsieur El Azouzi, une autre est imminente. Elle menace M. Berradoune... Qu'on y fasse bien attention. Au delà de l'intéressé, c'est toute une famille qui est menacée. Les quatre enfants Berradoune, l'aîné a 12 ans, sont arrivés très jeunes en France, et leur transfert au Maroc, qui leur est pratiquement inconnu, serait selon les maîtres d'école un grave handicap. Pour le père, l'expulsion s'ajouterait à la sanction. Pour la mère et les enfants, l'injustice serait à son comble ».

comble ».

Malheureusement, ce communiqué n'a suscité aucun sentiment humanitaire auprès du Préfet de la région et de ses collaborateurs, si ce n'est mensonge et malhonnêteté envers Madame Berradoune, et la communauté maghrébine.

En effet, les autorités locales se sont montrées bien mineables dans cette affaire :

Mme Berradoune et les manifestants ayant pu vérifier point par point comment ils avaient été joués par l'Administration Préfectorale, sont allés crier leur colère auprès du Préfet, qui inaugurerait la Foire des Expositions. Le service d'ordre a tenté de les faire taire, mais n'y est point parvenu. Après avoir attiré l'attention de nombreuses personnes présentes et des journalistes, la délégation appelle à une réunion pour préparer les actions à venir. Une affaire à suivre.



A l'appel de la Maison des Travailleurs Immigrés, des milliers de personnes ont manifesté le Samedi 4 avril 1981 à Paris « contre tous les racismes ».

Edmond Maire et Huguette Bouchardeau ont participé à cette marche, soutenue par l'URP CFDT.

Les nomades du travail

III Les syndicats et l'intérim

L'essor spectaculaire du travail intérimaire embarrasse les syndicats. Et pour cause. Comment peut-on organiser des « nomades du travail » ? Juste le temps de connaître leurs collègues, payer leurs cartes, ils sautent sur leurs chameaux pour découvrir d'autres cieus, d'autres contrées.

De mission en mission, ils sont insaisissables. Adhérer à un syndicat, dans ces conditions, est une gageure perdue. Et puis, dans quel cadre se syndiquer ? Dans les lieux de travail, ou dans les boîtes d'intérim, entre intérimaires ? Les syndicats sont dérouterés. Ils ont du mal à défendre et à organiser d'une manière efficace des travailleurs aussi mobiles.

Les syndicats CGT-CFDT, dans cette période de division et d'émiettement, sont d'accord sur un point. Dénoncer le travail intérimaire et revendiquer l'embauche définitive de tous les travailleurs temporaires. Ils considèrent que le travail temporaire doit être pris en charge par les agences nationales pour l'emploi, seul organisme habilité selon eux, à effectuer le placement de travailleurs.

En attendant, la CGT estime qu'il faut négocier une convention collective qui garantisse les droits des intérimaires. Le Syndicat national des salariés des entreprises de travail temporaire a été créé à ces fins. Regrouper les intérimaires dans une organisation syndicale qui leur soit propre.

Pour la CGT, le travail temporaire remet en cause l'emploi permanent, le droit syndical et les droits économiques et sociaux. Elle exige que tous les travailleurs soient embauchés avec des contrats de travail à durée indéterminée qui seuls peuvent garantir ces droits. Il peut être fait appel à la main-d'œuvre de remplacement dans des cas exceptionnels et limités, ajoute la confédération, mais le placement des travailleurs devrait être pris en charge par les pouvoirs publics, c'est à dire par un secteur particulier des agences pour l'emploi et non par des sociétés privées.

Le projet de convention collective de la CGT relève fortement les points suivants : Le droit au travail, l'égalité de salaire entre intérimaires et travailleurs permanents, les droits syndicaux, (la reconnaissance du droit syndical et la garantie de l'exercice effectif de ce droit), et le droit de grève dans l'entreprise utilisatrice.

*Les E.T.T.
intermédiaire
inutile*

La CFDT tient un discours relativement analogue : opposée aussi au principe même du travail intérimaire et aux entreprises temporaires. Depuis un certain temps, elle ne participe presque plus aux élections de délégués de personnel et de comité d'entreprise dans les entreprises de travail temporaire. Privilégiant la lutte des intérimaires dans les entreprises utilisatrices, elle condamne l'intérim et refuse de participer à la négociation d'une convention collective tant que

le CNPF n'est pas présent. L'intérim, souligne la CFDT, est un intermédiaire inutile. Il est à la source de la division du travail, de sa parcellisation, et de la marginalisation déqualification des travailleurs.

Ces positions de principe n'ont pas été suivies de résultats concrets. Ni la CGT ni la CFDT n'ont pu rassembler des troupes d'intérimaires. Comment peuvent-ils d'ailleurs y arriver ? Mobiles et isolés, les intérimaires n'ont pas droit au chapitre ni dans la boîte d'intérim, ni dans la boîte utilisatrice. Pis, ils ne voient pas non plus pour quelle raison se syndiquer.

« Je fais de l'intérim depuis plusieurs mois, mais à aucun moment, j'ai pensé me syndiquer. L'intérim pour moi est un travail provisoire. Je vois pas comment on peut se syndiquer en tant que travailleur temporaire. Dans les lieux de travail, on est des marginaux. Dans les boîtes d'intérim, chaque travailleur est un cas. On a vraiment un statut spécial. Rarement embauché au même

prix, pas les mêmes qualifications, pas les mêmes horaires... A l'usine, on est considéré comme des travailleurs extérieurs, on a pas de rapports intéressants non plus avec les travailleurs permanents.

Entre intérimaires, il n'y a pas non plus de solidarité. Chacun vient avec son problème. Certains transitent juste pour gagner du fric et partir, d'autres aspirent à y trouver un emploi pouvant les intéresser. Les plus jeunes y voient plutôt une planche de salut, une sorte de fuite en avant. On retarde le moment fatidique du travail en usine. Pour travailler en usine. Pour d'autres, c'est plutôt un lieu de formation. Les intérimaires les plus qualifiés apprécient le travail temporaire autrement. Ils y sont parce qu'ils trouvent vraiment leur compte. Solidaires, ils ne le sont pas pour un sou. Encore plus s'organiser dans un syndicat.

Où se syndiquer ?

« Se syndiquer dans le cadre d'une boîte d'intérim est difficile. C'est tellement dingue. On te prend déjà à ta gueule. Il faut insister pour trouver un boulot aujourd'hui. Si tu ne plais pas, on te prend pas. Entre intérimaires, c'est la même ambiance qui règne. Chaque intérimaire est un cas individuel. Je vois pas comment on peut faire quelque chose

IL NE FAUT PAS
CONFONDRE :
TRAVAIL INTERIMAIRE
ET TRAVAIL AUX NOIRS !



© 1981 POUSS

collectivement. A moins que ce soit des gens qui travaillent dans la même boîte depuis longtemps et se retrouvent souvent dans leurs missions. Mais c'est rare. L'intérimaire par hypothèse est flottant, il change de boîte tout le temps.

Je crois pas aussi qu'on souhaite rester intérimaire. On aspire à se fixer, à devenir un travailleur permanent. C'est toujours une situation provisoire. J'ai jamais rencontré des salariés qui veulent le rester et avoir un statut d'intérimaire, donc un statut d'intérimaire.

Pour Leila, c'est le système de mission qu'il faut dénoncer. Il faut imposer des contrats à durée déterminée. « A Aix en Provence où j'ai travaillé, la moindre réflexion est sanctionnée. Comme il y a très peu d'entreprises industrielles, si on se fait remarquer, on est vite grillés. Alors pour retrou-

ver un autre boulot, c'est pas évident. Il y a une consultation continue entre entreprises de travail temporaire. »

Allal, (travaillant dans l'imprimerie) par contre est satisfait du travail intérimaire et ne voit pas pourquoi se syndiquer.

« Ça n'a aucun avantage pour moi, un syndicat, d'abord je suis dispersé, je n'ai pas de contact ni avec les intérimaires, ni avec les permanents. En plus, on est imprimerie, je gagne pas mal et j'apprends le métier. Sans l'intérim, j'aurais pas pu bosser dans l'impression, c'est tellement difficile. »

*Les syndicats
déconcertés*

Déroutant, le travail intérimaire. Redoutable, les syndicats sont déboussolés, et n'arrivent pas à l'attaquer en profondeur. Mais fait-il vraiment partie des priorités des sections syndicales ? Cette question s'impose par elle-même. En privilégiant la répartition des revenus et en ne s'attaquant pas au procès de travail et à l'organisation de travail, les syndicats ne sont-ils pas en train de gérer le fait accompli.

L'alliance prolétaires-intérimaires, n'est-elle pas une abstraction ?

Une abstraction comme l'est aussi depuis longtemps sur le terrain l'unité français-immigrés. Le mode d'accumulation du capital des années 70 n'impose-t-il pas d'autres formes de luttes ?

C'est vrai que c'est grâce aux syndicats que des intérimaires ont pu arracher des revendications partielles, que des immigrés turcs ont pu régulariser leur situation juridique.

Mais le travail temporaire n'a pas pour autant régressé. Les ateliers de confection, et le secteur informel existent toujours. Il est urgent que cette nouvelle forme d'organisation de travail qui va croissante soit accompagnée des luttes de type nouveau : une solidarité réelle. Or l'isolement dans lequel campent les intérimaires comme les immigrés depuis la crise, pousse à croire qu'une solidarité véritable n'est pas pour demain.

Salah Alkortobi

GUIDE PRATIQUE

Les droits des intérimaires ?

Il n'est pas inutile de souligner qu'une législation réglementant le travail intérimaire existe. Elle vaut ce qu'elle vaut, mais elle doit être divulguée, répandue. On le sait, la loi de 1972 prévoit les cas de recours au travail temporaire :

A— Absence temporaire d'un salarié permanent ;

B— Suspension d'un contrat de travail ;

C— Fin de contrat de travail dans l'attente de l'entrée en service d'un travailleur permanent ;

D— Surcroît occasionnel d'activités ;

E— Création d'activités nouvelles ;

F— Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents.

• Pour chaque mission, l'intérimaire doit faire l'objet de deux contrats, un contrat de mission (conclu entre la boîte d'intérim et le tra-

vailleur) et un contrat commercial qui lie l'entreprise temporaire à la boîte utilisatrice.

• Le contrat de mission doit spécifier le motif d'envoi du travailleur intérimaire, la qualification, le salaire, l'horaire et le lieu de travail.

• Les cas C, D, E, ne doivent pas excéder trois mois, sauf autorisation de l'inspecteur de travail.

• La date prévue dans le contrat de fin de chaque mission doit être respectée par l'entreprise utilisatrice.

Sinon, elle doit verser un complément de salaire au travailleur intérimaire ou lui assurer un emploi pour ladite période. L'intérimaire peut donc exiger de la boîte d'intérim qu'elle lui précise la période de la mission.

• Les contrats à durée indéterminée ouvrent droit à un mois de préavis, après six mois d'ancienneté, et à deux mois après deux ans de travail dans une même entreprise utilisatrice.

• L'intérimaire doit bénéficier :

- D'un salaire au minimum équivalent au SMIC

- De l'indemnisation de précarité d'emploi à la fin de chaque mission. 10 % au moins du salaire brut.

- De la prime de transport (0,92 F par jour)

- De 25 à 50 % en cas d'heures supplémentaires

- Des indemnités de chômage (Aide publique et Assedic) après 1 000 heures de travail pendant un an

- Comme après chaque mission, l'intérimaire est un chômeur et doit se réinscrire à l'ANPE et aux ASSE-DIC, il faut utiliser le « carnet d'intérimaires » qui facilite l'ouverture des droits entre chaque mission.

- Enfin, tout ce qui concerne la sécurité et les conditions de travail, les conventions collectives propres à chaque entreprise, doivent s'appliquer aux intérimaires.

Exilés de partout et de toujours

C'était le 31 décembre dernier. Nous revenions, Mejid Ammar et moi, du cimetière de Pantin, où, avec quelques camarades, nous nous étions inclinés, une dernière fois, sur le cercueil de notre ami Louis Gallimardet, au fond de son trou de pierailles et de glaise.

Nous parlions de nos actions communes pour les immigrés, il y aurait bientôt dix ans déjà, et des progrès, insuffisants, certes, mais non négligeables, qui avaient tant bien que mal, été acquis, semblait-il, bien peu encore, tout restait à faire, mais il y avait un peu moins d'incompréhension, un peu plus, un tout petit peu plus de fraternité, peut-être.

Et puis, Ammar avait évoqué ces jeunes immigrés, si nombreux, nés en France, élevés en France, ne parlant bien souvent que le français, et qui se trouvaient, du jour au lendemain, expulsés dans leur pays d'origine, dont ils ignoraient tout, même la langue.

Les règlements étaient tels qu'ils ne pouvaient rester dans le seul pays, le nôtre -et qui était aussi le leur- où ils avaient des racines. Coupés de leur terre, de leur civilisation propres, sans que le droit, la possibilité leur soit accordés de s'enraciner ici, en France, où ils souhaitaient demeurer, travailler, vivre.

Notre ami m'avait donné des détails que j'avais oubliés. Mais restait ineffaçable, en moi, cette impression d'iniquité, cette tristesse à l'évocation de la vive souffrance de tant de jeunes exclus. Il s'agissait, à ce moment, des seuls immigrés, mais comment ne pas penser aussi à tous ceux, Français ou pas, dont l'aumonier d'une prison française disait récemment qu'ils étaient nés avec leurs noms sur un registre d'écrou ?

Noms sur une liste d'attente avant le premier exil en prison, que d'autres suivront. A moins que ce ne soit le voyage sans retour dans le pays, une fois sur deux maghrébins, dont les parents étaient venus autrefois, parce que la France avait alors besoin de leur travail.

Lorsque j'ai ouvert *Sans Frontière*, la semaine dernière et que j'ai lu le noble et courageux article du Père Christian Delorme, au sujet de cette grève illimitée de la faim qu'il commençait à Lyon et à laquelle participe un pasteur protestant, Jean Costil, et un Algérien en sursis d'expulsion, Hamid qui vit en France depuis l'âge de trois ans, j'étais donc de ceux qui savaient ce qui était en jeu et de quel peuple sacrifié il s'agissait. Non pas ton peuple, toi, ami algérien ou tunisien qui me lis ; non pas notre peuple, camarade français ; mais cette population de la deuxième génération, un million et demi de jeunes, fils et filles d'immigrés, rattachés, attachés par leur naissance à un pays, par leur enfance à un autre et qui, parce qu'ils étaient entre deux patries, n'en avaient aucune alors que le droit devrait leur être reconnu de choisir à leur majorité celle où ils décidaient de s'intégrer.

Sans oublier (mais ils sont oubliés justement !) ces autres jeunes Algériens, ces autres jeunes français rejetés par le grand brasier de l'Histoire, enfants de Harkis qui continuent de payer dans leur chair, dans leur âme les choix de leurs pères, innocents eux aussi, eux surtout, et qui n'ont leur place nulle part. « *L'envie de pleurer et de tout casser...* » écrivait, s'écriait Christian Delorme. Et, comme il ne servirait à rien de tout casser et de pleurer, il a commencé avec ses amis cette grève de la faim où ils mettent en jeu leur santé et leur vie.

Puissent les entendre les responsables des iniquités dénoncées. Puissent les discours de la campagne électorale ne pas recouvrer leur voix. Car nous sommes à leur sujet dans l'angoisse.

Quant au sort de ces rejetés, de ces exclus, de ces exilés de partout et de toujours, notre inquiétude est grande. Leur souffrance, l'injustice qu'ils subissent ne sont pas les seules, hélas, dont les privilégiés de ma sorte, étant ce qu'ils sont, là où ils sont, se voient les témoins impuissants et navrés. Remords, honte que notre frivolité efface à mesure et qui ne cessent aussi éphémèrement, aussi vainement de renaître. *Sans Frontière* chaque semaine, aide à notre réveil.

Claude Mauriac

Adresse du Comité de la grève de la faim
69 rue Pasteur Lyon 7 (Tél. 16.7. 872 53 04)

Ecrivez à M. Christian Bonnet, Ministère de l'Intérieur
Place Beauvau. 75008 Paris, pour demander l'arrêt immédiat des expulsions.

Grève de la

TÉMOIGNAGE : « Un combat pacifique »

Hamid B.- expulsé une première fois et revenu en France avait pu faire annuler son arrêté. Mais il est à nouveau menacé puisque sa carte de résidence risque de ne pas être renouvelée, car aucun employeur ne veut de lui.

Il explique ci-dessus l'itinéraire, désormais classique, des jeunes immigrés déportés de France et montre pourquoi il a rejoint la grève de la faim de Lyon.

A trente ans, rentrer chez soi et mettre les pieds sous la table, c'est un peu honteux. On a quand même sa dignité.

C'est un cercle vicieux. On nous expulse, on revient, on nous expulse, on revient... jusqu'à quand ? Un loup, quand on l'accule dans un coin de mur, il devient méchant. Il mord.

Plus ça va, plus la violence dans le cœur, elle monte.

Déjà, ma mère a perdu un fils qui était champion de rock and roll acrobatique. D'après ce qu'ils ont dit, ils sont rentrés en moto dans un camion à l'arrêt. C'est tout ce qu'ils ont dit. Ils ont tout embarqué. On a retrouvé que la médaille qu'il a gagnée au championnat du monde à Genève. Le reste a tout été glissé dessous et on ne sait rien.

Il est mort, paix à son âme... ainsi qu'à la petite qui est morte avec lui. Il y a bien quelqu'un qui va payer dans cette affaire !

Avant son concours de danse, il avait été au Consulat pour demander notre drapeau algérien. Plusieurs pays ont voulu l'acheter pour qu'il les représente au concours. Il a refusé en disant : « *je fais ça pour moi, je ne représente personne* ».

Une fois qu'il a gagné la médaille, avant qu'on la lui remette, il a dit : « *attendez trente secondes* ». Il a sorti de son sac le drapeau algérien, l'a agité devant tout le monde, et il a dit : « *si maintenant vous voulez me la mettre, cette médaille !* ». Alors, on lui a finalement mis et en rentrant, comme par hasard, il est arrivé cet accident... D'après ce qu'ils disent, il est rentré dans un camion à l'arrêt. Ça n'a jamais été éclairci. Tout a été enterré, passé à l'as. On n'arrivera jamais à sortir les dossiers de police cachés là-dessous. On ne saura jamais la vérité. Par contre, avec de l'argent, on pourrait les sortir.

Aboutir pacifiquement

Combien de temps ça va durer ? Est-ce qu'il faut que je prenne n'importe quel français dans la rue, et que je lui mette un calibre sur le ventre ? J'estime que non, parce que j'ai vécu avec eux. Les français montent chez moi, les italiens, les israéliens. On a toujours vécu ensemble, étrangers et français, c'est pareil, on est tous des êtres humains. Même quand il y avait la guerre, on y faisait pas attention dans nos amitiés entre nous.



Christian Delorme

Nous sommes là pour essayer d'aboutir pacifiquement à quelque chose. Si ça ne réussit pas, je serai le premier à faire éclater la violence. C'est peut-

être mal, ce que je dis, mais mon cœur est trop plein de tout ce qu'on m'a fait ici. La gégène, deux fils électriques au bout des doigts, au commissariat de Vauban. A Vanves, ils m'ont mis un entonnoir dans la bouche. Tellement ils en ont mis, de l'eau, ça coulait par les oreilles... Des litres... Ils m'ont gardé à genoux sur une règle, avec un chien devant moi et dès que je bougeais un petit peu... le chien...

Le crime que j'ai commis : violence avec arme ! Et quelle arme : un pistolet en plastique dans un bar, pour un coup à boire. Voilà !...

De la politique, je n'en ai jamais fait, je suis allé à la réunion amené par un ami, j'ai vu ces deux français Christian Delorme et Jean Coustil défendre une cause dont ils auraient pu dire : « *ça ne nous regarde pas* ». Ce qu'ils disaient m'a touché au cœur, le problème me concernait, c'est pour ça que j'ai pris position, que j'ai décidé de faire la grève de la faim. Faire quelque chose, parce que nous arrivons à un stade où ça ne peut plus durer. Faire une action pour alerter l'opinion publique, aussi bien les immigrés que les français. J'espère que cette action pacifique va aboutir. Tous mes frères sont nés ici en France, j'en ai un qui a fait une semaine de prison. On l'a expulsé parce que les policiers n'arrivaient pas à attraper l'autre frère qu'ils recherchaient. Après, ils ont attrapé l'autre pour meurtre. Tellement que ça tenait debout, ils l'ont arrêté au mois d'octobre et relâché il y a trois jours. Il n'avait rien fait, c'est se foutre de la gueule des gens. On va essayer de mener ce combat. Moi, je suis sur-sitaire, je suis arrivé là,

j'avais trois mois, j'ai fait des petites bêtises c'est vrai, le français qui fait des bêtises, il paie, il sort, on lui redonne ses papiers ya plus aucun problème. Un immigré, on l'arrête, il paie, il sort, on lui donne un sursis. On lui donne un papier, sur ce papier, il y a écrit en gros : « *Sûreté Urbaine de la Police Nationale* ». Alors, dès qu'on se présente avec ce papier, aucune boîte n'accepte, même avec les références de la personne. Moi, j'ai des références d'électricien. J'ai travaillé comme chef d'équipe dans plusieurs pays, j'ai eu un magasin. A ma sortie de prison, chaque fois que je me présentais dans une boîte, c'était d'accord. Dès que je présentais ce papier, on me disait : « *Ecoutez, Monsieur, ce n'est pas pour tout de suite, on vous écrira...* ». Bon, il y a un autre problème, voilà pourquoi on fait des bêtises. Dans mes petits frères, y'en a un qui a passé son BEPC de chaudronnier. Il l'a eu avec « *mention très bien* ». Le jour où il a cherché du travail, il n'en a pas trouvé. Il s'est retrouvé comme gardien de garage. Un mois, ça a été, deux mois, trois mois, il a dû penser : « *j'ai travaillé trois ans pour faire mon métier* »... et ça a craqué. Le deuxième : CAP d'électronicien. Il s'est retrouvé chasseur à l'Hôtel Royal à porter des valises. Ce n'est pas qu'il ne voulait pas travailler, la preuve, c'est qu'il portait des valises. Avec un CAP je pense qu'on peut faire autre chose. Il a travaillé trois mois, et il en a eu ras-le-bol de se retrouver comme quelqu'un qui sortait du Certificat d'Etudes.

On les a pas embauchés parce qu'on embauche d'abord des français. C'est véridique, et ça, on peut pas le retourner. La personne qui arrive avec la peau bronzée, les cheveux frisés, on s'en méfie parce qu'on se dit : « *qu'est-ce qu'il va* ».

Suite p. 7...

faim à Lyon :

Pour que cesse la peur

C'est parti, la grève de la faim entamée par Christian Delorme, Jean Coustil et Hamid, un jeune immigré en sursis d'expulsion, a commencé ce matin par une conférence de presse au siège du Centre Catholique Universitaire, rue Pasteur. Le mouvement a pour but d'arriver à faire modifier le texte de loi concernant les immigrés de la 2^e Génération, nés avant 1963

Affirmer ses droits, faire cesser les expulsions mais aussi et surtout casser la peur, réveiller la conscience de classe des travailleurs et de la jeunesse française. Se défendre contre le rejet social et permettre aux immigrés de relever la tête tout en soulignant le danger pour la société en voie de s'imprégner toute entière de racisme. Tout ceci ainsi que le rappel des conditions de vie de la population immigrée, du sort qui attend bien souvent les expulsions et les description de la situation qui a poussé Christian à s'engager dans cette voie (voir *Sans Frontière* de la semaine dernière) ont constitué le fond de l'intervention des grévistes et des

jeunes présents. Il faut que cesse la peur, a dit Christian, peur de l'expulsion mais aussi la politique qui, de quotas en seuils de tolérance, vise à exclure les immigrés de la vie sociale pour les marginaliser de plus en plus. Le réaménagement de la loi concernant les jeunes nés avant 1963 afin d'interdire leur éventuelle expulsion permettra de faire échec à cette politique qui de gauche à droite, unit les « grappeurs de voix » des partis pour leur permettre de trouver enfin les véritables raisons et de la crise économique, et du malaise social où baigne le pays. Face à une société totalement bloquée voire désespérée, cette lutte pour de plus jus-

tes droits ne saurait être dissociée de celle des travailleurs français, soulignent d'ailleurs les animateurs du mouvement craignant par-dessus tout une marginalisation qui arrangerait par trop les pouvoirs publics.

Déjà beaucoup d'associations de quartier ainsi que des travailleurs sociaux ont répondu à l'appel lancé ; des jeunes immigrés de Lyon et ceux qui côtoient tous les jours la « différence » commencent à s'intégrer au sein du Comité de Coordination mis en place mais pour se faire entendre et arriver au but fixé, nulle présence ne sera inutile, nul soutien non plus d'ailleurs. L'alternative non-violente qui est proposée permettra de surcroît la répression engendrée généralement par les actions de révolte, violence, délinquance ou autre, de la jeunesse immigrée.

L'action est partie pour durer longtemps, jusqu'à ce que cède le ministère et que cesse ainsi l'iniquité du système actuel et ce, malgré tout ce que les communiqués et explications des représentants du préfet voudraient faire croire. Pour ceux qui voudraient prendre part à l'action ou la soutenir : Comité de Coordination, 69 rue Pasteur, Lyon. C.C.P. M.A.N., 1 661 92 S Lyon (mention « Solidarité Immigrés », sans oublier d'écrire au ministère de l'Intérieur, Christian Bonnet, Place Beauvau, 75008 Paris, pour demander l'arrêt des expulsions et le réaménagement de la loi. La suite au prochain numéro...

Mohamed Slimani



Photo Sans Frontière

... Suite de la P. 6

faire ? ». Sur les journaux, à chaque fois, qu'est-ce qu'on voit ? « Il ya un cambriolage là, une vieille attaquée là », et on marque : « Nord-africain ». C'est un problème qui ne sera pas résolu comme ça, en plus, ils expulsent les gens. Moi, j'ai été expulsé, mon frère a été expulsé, et on revient, on revient tous. Je suis resté en Algérie du mois d'avril au mois de septembre. La misère ... Je ne connaissais presque personne, mes parents sont là, mes amis sont là. Quand ils vous expulsent, ils ne vous permettent même pas de prendre quelques affaires, ni une valise.

Arrivés à Alger

Si vous êtes rentré en prison l'été et que vous sortez l'hiver, c'est pareil. Ils vous emmènent comme ça à l'aéroport. Les menottes, ils ne vous les enlèvent que dans l'avion, devant tout le monde. Arrivés à Alger, parce que maintenant, tellement qu'ils en expulsent, c'est sur Alger, Anaba et Oran ils vous emmènent à Ruiba, à trente kilomètres d'Alger. Arrivés là-bas, ça recommence : « qu'est-ce que t'as fait ». Photographie, les empreintes, « faut pas recom-

mencer ici, » ... et au revoir ! Alors le gars qui n'a personne, peut-être une tante à Oran ou à Ruiba, ou ailleurs, quand on part expulsé, on part sans argent, quand on sort de prison, c'est pas là qu'on en gagne. 12,00 F par jour, 7h-11h, 2h-5h. En Algérie, je n'ai rencontré pratiquement personne. Ça faisait 30 ans que je n'y avais pas été. Si, trois jours pour le mariage de ma soeur. J'ai vadrouillé à droite à gauche, ça m'est arrivé de dormir dans la rue. Plus ça va, plus ils arabisent. Et quand un immigré arrive là-bas, ils pensent que les immigrés ramassent l'argent à la pelle en France. Ils ne pensent pas qu'ils travaillent aussi dur. Je devenais complètement fou. J'ai décidé de revenir en France. Avec de l'aide, je suis monté dans le bateau, arrivé à Alicante, j'ai attendu que tout le monde descende, j'ai regardé à droite, à gauche, et j'ai filé ...

J'avais un peu d'argent, je suis allé sur Valence, Barcelone et Cordoue. Un ami en règle a été refoulé alors qu'il avait ses papiers. Ils avaient mis sur ses papiers « refoulé ». Dans le bateau, je me suis mis en haut, pour voir. Yavait une personne qui était dans un coin, puis une autre. A force, on reconnaît les gens. Je voyais qu'ils pensaient beaucoup trop, ceux-là. J'ai été

vers eux, je leur ai offert une cigarette. Ils m'ont dit « qu'est-ce que tu veux ? ». Alors, on a discuté tout doucement, c'était des expulsés qui rentraient. Et puis un autre c'était pareil. On s'est retrouvés à quatre. Tous expulsés. A l'arrivée du bateau, chacun se débrouillait. On s'est retrouvés, on a passé la soirée ensemble, jusqu'au matin. On a fumé des cigarettes, on a mangé et avant d'arriver, on s'est serré la main, on s'est souhaité « bonne chance » et chacun a filé de son côté. Quoiqu'il en soit, j'ai su qu'ils étaient tous là, en France. En Algérie, j'ai rencontré beaucoup d'expulsés. Tous essaient de revenir, mais avec la peur de se refaire attraper. Tout ça, il faut que ça se règle. Si ça se règle pas comme ça, amicalement et sans violence, ça va se régler avec la violence. Les jeunes, ils ne vont pas accepter. Ça va aller plus mal. C'est la dernière extrémité pacifique.

Avoir la haine

Le 27, je dois repointer. Si je leur plais pas, ils vont dire : « expulsé ». Je peux pas encore rentrer là-bas sans argent. Alors, qu'est-ce que je vais faire ? Braquer une banque ?

Je tue, on me tue. Quand il n'y a plus de solution !

Je ne vais pas me couper les veines ! ... J'ai envie de vivre, j'ai 32 ans, et il ya mes frères derrière, mes enfants.

Mais, en France, on a tout de même le droit de vivre ! On est nés là, on a travaillé là. Mon père a travaillé ici depuis 1949. Il a été opéré sept fois de l'estomac parce qu'il travaillait dans une teinturerie. Et à l'usine, les immigrés ... Teints-moi ça à mort, et ça s'arrête là. Mon père a travaillé, on a travaillé, et pour un oui, pour un non, ils nous attrapent.

L'autre jour, on m'a attrapé pour une vérification de papier dans ma rue, ils me connaissaient, pourtant, et en parlant poliment, ils connaissaient même la couleur de mon slip. Ils m'ont dit : « vérification de papiers, suivez-nous ». Ils m'ont amené à Berne, à Vauban, au Bourget, ils m'ont gardé 36 heures. J'avais de l'argent : 170 F. Je leur ai demandé un sandwich, parce qu'en 36 heures, c'est humain de donner du pain à quelqu'un. Le sandwich, il aurait fallu que je le demande à genoux. Finalement, ils m'ont amené un bout de pain qui faisait dix centimètres avec un bout de gruyère au milieu. Et quand ils m'ont relâché, au

moment de reprendre mon argent, il manquait 7,00 F. A ce prix là, j'achète une camionnette que je charge de Vache qui Rit, et je vais vendre du fromage et je fais fortune. De plus, il viennent chez moi, mes parents en ont peur, ils mettent une oppression constante chez eux. Tous les deux mois, ils montent chez moi. Ma mère ne connaît pas le mandat de perquisition. Dès qu'ils sonnent, elle ouvre la porte. Ils commencent à ouvrir les armoires et à tout jeter par terre. Le jour où ils venaient arrêter mon frère, elle est tombée par terre. Ils lui ont mis un coup de pied et ils ont mis un coup de crosse à un autre frère qui voulait l'aider à se relever. Ensuite, il a fallu qu'elle ramasse toute seule le linge et qu'elle range. C'est obligé d'avoir de la haine. Comment peut-on faire ? J'ai toujours agi violemment. Pour une fois, je vais essayer de mener un combat pacifique et voir où ça va me mener, où ça va mener tous ces jeunes et ces immigrés, qui sont nés là et ont passé la moitié de leur vie ici et n'ont plus personne là-bas.

Quand on est expulsé et qu'on rentre, il faut manger. Pour manger, il faut travailler. Pas de papiers pour travailler, ça pousse à la délinquance.

Hamid, Gréviste de la faim

« Nous voulons vivre en France »

C'est pour la reconnaissance des droits et l'arrêt des expulsions des jeunes immigrés que trois camarades ont commencé, jeudi 2 avril 1981, à Lyon, une grève de la faim illimitée : Christian Delorme, Jean Costil, et Hamid B. Leur cri doit s'appuyer sur un très large mouvement de solidarité.

Le climat de xénophobie et du racisme, que la crise du chômage accentue, en France, voit se multiplier les expulsions, en particulier de jeunes immigrés. Et tout ceci n'est pas fortuit : ce phénomène s'inscrit dans la politique proclamée par le Chef de l'Etat français. Avez-vous répété : il n'y a de solution au problème du chômage, que dans le départ, par tous les moyens, des travailleurs immigrés « en surnombre dans l'économie française » (comme disait si éloquentement un loi de Vichy, du 1er octobre 1940 !). Tout paraît bon aujourd'hui, pour exiler et bannir loin du territoire français, des jeunes qui y sont nés, ou qui y ont vécu plus de la moitié de leur vie : cette menace s'ajoute à toutes les situations de violences qui leur sont faites, quotidiennement.

Déjà, comme leurs parents, ils ne peuvent jouir, souvent, que d'une autorisation provisoire de vivre dans le pays qui les a vus grandir ; le droit au logement en famille leur est souvent refusé, au nom du fameux « seuil d'intolérance » ; ils cumulent, face au pouvoir d'ordre, tous les péchés du monde : jeunes, basanés, souvent chômeurs ! Parfois, ils sont tentés de répondre à cette violence permanente, par la violence et la délinquance, -et il faut dire qu'ils ne sont pas les seuls, et que nombreux sont les jeunes français qu'aujourd'hui, notre type de société pousse à la délinquance.

Mais pour un immigré de la « nouvelle génération » arrive alors l'expulsion du territoire français. Après une peine, même légère, de prison, les voici condamnés à une nouvelle peine : l'exil, sans proportion avec la faute commise.

Il faut se battre, aujourd'hui, partout, pour que soient reconnus les droits de cette nouvelle génération « sans droits » et pour que le Ministre de l'Intérieur, publie une circulaire stipulant que ne peuvent être expulsés du territoire français, les jeunes nés en France, et/ou qui y ont passé plus de la moitié de leur vie.

Il faut profiter de la campagne présidentielle pour poser cette question : ces enfants d'immigrés veulent « vivre en France » ; nous battons-nous pour qu'ils y vivent ?

Roby Bois
Secrétaire général de la CIMADE



Est-ce que je t'aime encore ?

Sans Frontière.

Est-ce que je t'aime encore ?

A deux ans, un enfant marche, a quelques dents et babu- tie quelques paroles.

Sans Frontière marche diffi- cilement, se fait les dents et parfois se mélange les pieds.

Il lui arrive donc souvent de se casser la figure. Il se relève vite, et même un peu cabotin, montre, montre trop ses blessures.

Regardez-moi, dit-il, j'en prends plein la gueule !

Je ne te plaindrai pas, Sans Frontière, car je te trouve trop léger dans l'ensemble.

Tu pleures trop et tu ne tra- vailles pas assez !

D'ailleurs, je ne sais pas si je t'aime encore.

Parfois, vraiment, je ne t'ai- me pas car tu me donnes l'im- pression d'avancer dans le brouillard comme un bateau ivre.

Et puis, je me dis, c'est peut- être le radeau de la méduse. Les copains d'abord !

Mais qui es-tu, Sans Fronti- ère ? Et que veux-tu ?

Il s'ont dit :

— Nous sommes une bande de copains et nous avons envie de nous exprimer — Es-tu d'ac- cord ?

— Pas d'accord ! Je ne suis pas d'accord ! Vous auriez pu choisir une autre formule, style Ali-Matin, rigolons d'abord, pensons ensuite !

Il s'ont dit aussi :

— Il faut un journal de l'im- migration.

— Mais qui c'est (sait) l'immi- gration ?

— Quatre millions de person- nes !

Quatre millions de personnes qui veulent quoi ?

Pourquoi les regrouper arbi- trairement, et sur quel projet ?

Il s'ont dit encore :

Il faut aller plus loin que les dogmatismes. Il faut un vrai journal libre.

Programme grandiose mais qui en fait, peut cacher un refus du politique.

Nous nous sommes retrouvés en train de faire de la tactique au jour le jour sans aucune stra-

tégie. Nous choisissons de polémiquer avec tous les pouvoirs, mais nous nous refusons un vé- ritable programme. Nous refu- sons de nous battre sur des bases claires. A quoi servons- nous ?

Au bout de deux ans, il fau- drait que Sans Frontière sorte un peu de cette ornière. Les journalistes devraient se casser un peu plus la tête. Pour cela, il faudrait qu'ils aient vraiment envie de se battre.

Actuellement, la lecture de ce journal me procure surtout de l'ennui. Ah les longs, les longs pavés pas toujours très clairs !

Bande d'Arabes, de Kabyles, de Noirs, et de Français vendus aux immigrés, allez-vous vous réveiller un jour et faire du bon travail ?

Sinon, je ne sais pas si je t'ai- me encore, Sans Frontière ?

Vous savez ce dont j'ai envie, c'est d'un beau magazine. On peut rêver tout de même !

C'est pas tout à fait interdit !

Salut à tous !

Khali Hamoud

DEUX La saga d'un

De la France de l'« autre » à l'« autre France »

Mars 79. Le numéro 01 de Sans Frontière paraît. A la une : « Nous ne sommes ni d'ici, ni d'ailleurs ». L'idée d'un journal d'immigrés était née. Elle était réalisée.

Mars 79, la situation tournait à la déprime totale. Les élec- tions de 78 n'étaient pas très loin. L'union de la gauche n'en finissait plus de mourir. Nos plus proches amis se reconver- tissaient dans la « démerde in- dividuelle ». Les « Babas cools immigrés » prenaient le pas sur la « grande lutte des cama- rades de la Sonacotra » qui vien- dront confirmer que la der- nière bataille ne changeait rien à l'issue de la guerre.

Il ne restait qu'à déterminer le champ de bataille. Et de là, viennent toutes les ambi- guïtés et par là même nos limi- tes.

De là, proba- blement, viennent aussi les interrogations de notre ami Hammoud. L'immigration est multiforme. Elle est plurielle.

Le projet de Sans Frontière arrivait peut-être tôt ou trop tard. Si dans les années 70, il y a eu un moment d'illu- sions sur la capacité de ce pays d'intégrer les immigrés dans la vie sociale, les élections de 78, et tout ce qui arriva après, confirmera ce rejet. La « Fran- ce des salauds » relève la tête et organise « son projet de so- ciété ». Encore plus qu'avant, les immigrés seront les « révé- lateurs » de ces « nouveaux desseins » : les projets de loi anti-immigrés annoncent déjà le projet « sécurité et liberté ».

Sans Frontière Hebdo, ce fut un drôle de pari, et une aventure fantastique. Regrou- per des Arabes, des Noirs, des Antillais et des « Français » était une drôle de gageure, dans un pays en crise. C'est maintenant un « bazar multi-

racial » qui a le mérite d'exis- ter dans une France qui ne veut pas se colorer, et qui parle encore des français et des « autres ». Et, c'est ce qui expli- que une certaine amertume, qui transparait ici et là, dans les différents écrits.

Une amertume qui semble liée au fait, que dans plusieurs situations, « Sans Frontière » apparaissait comme une voix marginalisée, la voix des immigrés. Nulle part ailleurs, ne fut acceptée l'idée que notre regard sur la vie, sur les faits et les événements, était un regard multiracial de fait, qui « corrigeait » certains autres regards.

La France a changé. La Fran- ce est multiraciale.

Il nous a manqué un peu d'audace et beaucoup de fantaisies et de couleurs, à l'i- mage de cette « autre France » qui se faisait sous nos yeux, et dont on ne tenait pas assez compte nous-mêmes.

Certaines résistances dans nos têtes faisaient qu'un ton « pleureur » était utilisé ici et là.

Cela va-t-il changer ?

Il ne tient qu'à nous, bien évidemment que cela se fasse.

Il ne tient qu'à vous que ce projet aboutisse.

Car la France est « aux abois ». Elle hésite à s'engager. La grè- ve de la faim à Lyon, du Père Delorme, annonce cette « au- tre France ». L'appel des intel- lectuels, que nous publions, dans ce numéro, pour que naissent, ces nouveaux réseaux « Jean- son » annonce-t-il un réveil salutaire ?

Sans Frontière : « Bazar Mul- tiracial » arrive-t-il, trop tôt ou trop tard ? C'est néanmoins un espoir dans cette grisaille présidentielle !

Mejid Ammar

Papillon du soir, espoir

Demandez « Sans Frontière », le journal de l'immigration. ! « Avant de partir, des immi- grés font un journal ». Sous l'hu- mour, pointait souvent l'amér- tume.

C'était en 1979, au mois de mars, le premier numéro ve- nait de sortir, et tout devenait possible. Pourtant, nous n'a- vions pas l'ombre de la queue d'un radis, un tout petit lo- cal même pas à nous. Alors peut-être un peu dingue, non ? Malgré tout cela, une parole venait de naître, venue du fin fond de l'exil, et surgie des

cités, une culture morcelée qui se conjugait enfin au pré- sent.

Deux ans pendant lesquels, se sont succédées des pages et des pages d'un quotidien sordide et policier ; mais le fait marquant, fut l'émersion d'une parole autre, qui, d'em- blée, reçut l'adhésion de cen- taines de personnes. Parole où les mêmes thèmes se retrou- vent, mais avec des sensibili- tés différentes, quelques fois chaotiques, la plume hésitante, elle n'en consacre pas moins l'expression d'une France « au- tre ».

Mais il est un peu tard ce soir et ...

Tiens, un papillon ... Alors comme on dit papillon du soir espoir, alors Inch Allah.

Farid Aichoune

ANS DÉJÀ : Bazar multiracial

« Allumé » : Ce soir, c'est « Sans Frontière Blues » !

Il y a un an encore, je con- naissais « Sans Frontière » de l'extérieur (ha ha, c'est bien amené, comme formule, non ?), j'avais vu à la télévision, aux « infos régionales » après 13 heures, un « allumé » saluez-la- naissance d'un confrère. J'i- gnorais alors qu'il existait en- core sur la planète Gaulliscus Pinardus (nom scientifique d'une espèce extrêmement rare, découverte par son éminence le professeur Tournesol) des oi- seaux de ce genre.

Lors donc, la Brigade anti-sale gueule (ASG) me chargea d'une mission de « documentation » sur les suspects, me prévenant que j'aurais affaire à des mal- frats dont la première vague fut héroïquement stoppée par Charles Martel en self à Poi- tiers.

A bord de mon vaisseau spatial, j'écumais les kiosques (genre de boîtes disparues de nos jours, identifiées autre- fois par leurs charges de RAS) et tombais sur un exemplaire qui me fait mesurer l'ampleur du danger. Simple mission de routine au départ, mon flair redoutable débusquait un gi- gantesque travail de sape, d'a- batardisation de la race, la 5^e colonne de nos mythologies, que les anciens connaissaient bien. Adèle Blanc-Sec, ma voisine de la ZUP IV (chargée des tartes de séjours et au- tres délicatesses) me confia l'horrible secret. C'était la 2^e vague d'envahisseurs, la « 2^e génération (G2 nom de code) qui essayait une nouvelle per- cée afin de mener à bien sa tâche odieuse : 1. : Prendre notre pain ; 2. Séduire nos femmes dans nos campagnes ; 3. Investir nos hachélèmes ; 4. Souiller la race.

Par Toutatis ! Le temps de prévenir Stelorux, le barde, et Chauvinix le Chef, je sau- tais dans ma fusée très spa- tiale (vous avez dit Sbezial ou

Kabitaal ?) et atterris au lieu- dit « la Goutte d'Or » (aire géographique bien connue de nos services, aujourd'hui pro- pre et apte à l'accueil), afin de voir ces spécimens qu'un collègue de l'ON I (objets néfastes non identifiés) m'avait décrits. Point de bicots à l'ho- rizon, aussi je me consolais avec un numéro de leur pro- pagande multiraciale et multi- confessionnelle (un comble chez nous) et découvris avec stu- peur du venin, du fiel qui allait faire mal dans les rangs de nos

RASTAS locaux. Un nommé Marley Bob, délirant sur Jah et Haile Selassie (un de ces nègres qui leur avait tour- né la tête.). L'interview me plut et dès lors, je décidais de passer honteusement du côté de l'Ennemi. Dans le mé- tier, ça s'appellait « retournement ». Je constituais fiches sur fiches et mon dossier me per- mit de décrypter la person- nalité, les motivations et la stra- tégie de ces lascars. En ces temps-là, notre ordinateur s'affolait : agents du pou- voir ? Sous-marins du PS ? Ter- roristes à la solde de Khadafi ? Fallait voir tout cela de près.

Un soir, chez des amis, on me présente un type, style new- wave, le cheveu long, le jean crasseux, la veste en cuir. J'é- tais coincé. Je sus par la suite qu'il s'agissait du terri- ble Momo, charme à loisir et bagout sur commande. Momo donc me mena au sanctuaire et cautionna mon entrée dans la très secrète société. Au cours de l'initiation, je découvris tout le reste, c'est à dire : Amar

Don Quichotte (sans doute un pied noir) à la moustache de Cavanna, Said Trésor (il passait pour le mystérieux gardien du FLOUZE, leur butin de guerre), Mustapha Guentberg (l'inventeur du montage, transfuge du NLF), Driss Larbi (un dangereux agi- tateur), Driss d'Orléans (un har- ki ? Sinon comment peut-il être d'Orléans ?) ; des français drogués au kif de Montigny, y en avait aussi : Jibé Doc (il en connaît un rayon, le bougre), Pierrot Lumière (l'inventeur du polaroid à suspension), Bernard Domtom (un membre du groupe, dangereux activiste) et d'autres paucos français tous dévoués à leur maître Carlos qui les tenait par le kif. J'ai pas fini, il y avait même des amazones, Paco Silence (l'égérie de Buzzell), Faiza Chkoune (6 femmes de Tunis, par ici, y a de la place) et d'autres.

Le fin du fin, vous l'avez deviné. Des amis m'avaient

averti : « n'y va pas, dans leur truc, y'en a que pour les ara- bes ! » J'aperçus au bigophone Henri Rak (un dangereux agi- tateur qui se cache dans le Pa- ris moderne, futuriste et primi- tif, un programme, je vous dis), Michel Al (recherché pour Vau- dou et trances contagieuses), et d'autres crouillats style Ka- da la Pointe, D.Z. (prêtre de Satan et vaillante mélomane devant Jah), Nidzam Couleur (surnommé ainsi pour son aver- sion de non-basanés). Donc, des bantous, des ashantis, des français, des kabyles, des lar- bis embarqués dans l'arche de Noé pour le deuxième anni- versaire de Cham le Maudit. Ah ! J'oubliais de vous dire que je suis un agent double,



Photo Sans Frontière

aussi devrais-je retourner voir les Zôtes nos bienfaiteurs pour leur livrer de l'intérieur, cette

bette immonde qui jette le trou- ble sur nos citoyens.

Ah ! Il risque d'y avoir des jaloux. J'oubliais Akli le pré- tre (toujours dans la chambre noire pour boire du vin de messe) Mustapha II (pas l'autre, non, celui qui est dingue du ballon rond) et l'inéffable Fatou Tri- nité (amoureux du gwo Ka, de Castwo et de Toussaint Louverture.) Très loin, en pleine casbah marseillaise, le parrain, l'imam Carlos A. Ben A. (il s'y connaît en lignes). On m'appelle au téléphone, faut aller au théa- tre Noir, ce soir, Lamine Konte joue Sonacotra Blues.

Blaise Ndjehoya

Le Grand Bazar ?

Quand je les ai vus s'instal- les, il y a deux ans, avec des airs de conspirateurs aux tables de montage de Libé désertées le samedi, je fus bien- content. Nous étions en pleine « nouvelle philosophie » galopante, les éditorialistes français se pre- naient pour le roi-soleil poin- tant les goulags aux quatre coins de la planète, sous-enten- du que chez nous, ça n'allait pas si mal. Avec ces gagne- peïts de la Goutte d'Or, on allait sûrement être obligés de remettre un peu le nez dans nos poubelles.

Ça démarrait lentement, lour- dement, avec ce style MTA- maos mi pleurnichard mi- culpabilisateur dont l'héroïque Comité de Coordination des Sonacotra (pour prendre un exemple du moment) n'a jamais compris qu'il était devenu le meilleur des soporifiques. Le pé- tard était donc un peu mouillé.

Cependant, l'équipe gran- dissait en sagesse, en couleurs et en accents de plus en plus variés, du créole au rebeu. Y en a même comme Momo,

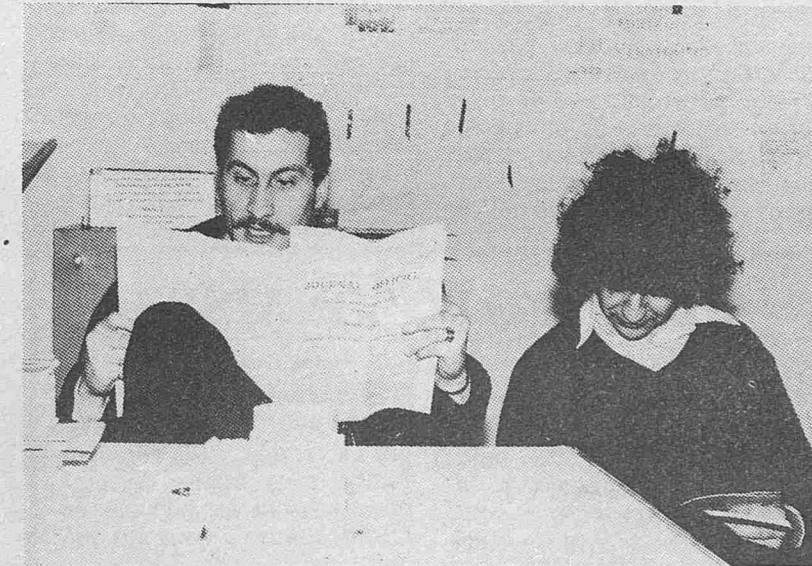


Photo Sans Frontière

qui ne savaient pas la langue de leurs vieux. La « 2^e généra- tion » télescopait la première et la mayonnaise semblait prendre.

Certains soir, j'avais l'impres- sion d'un tripot new-yorkais avec plein de minorités ethni- ques apparemment en excellents termes.

L'immigration est morte, vive

l'immigration ! A l'horizon des années 80 (quoiqu'en rêvent MM. Marchais et Stoléru) : une société multiraciale « à la fran- çaise ». Il est temps qu'on s'y mette sérieusement. « Sans Frontière » moyennant un peu d'imagination, a toutes les raisons d'en être le carburateur.

Jean-Louis HURST

1 - Une situation économique catastrophique

« Nous sommes dans une crise révolutionnaire : ceux d'en bas ne veulent plus vivre comme avant, et ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant ». C'est le Dr Raczkini, conseiller du Premier ministre, membre du parti qui nous parle : quel aveu !

Mais au-delà des années 79, d'où vient cette explosion ? « Au cours des années 79, le parti et les travailleurs ont cheminé sur des routes différentes. Et lorsqu'elles se sont croisées, ça a été l'explosion ».

Durant toute une matinée, ce haut fonctionnaire va nous faire le tableau accablant de la situation économique de la Pologne. Rappelons rapidement que le pays compte 35 millions d'habitants, dont 17 millions d'actifs, 11 millions travaillent dans l'industrie, 1 million dans le bâtiment, 4 dans l'agriculture, le reste dans les services. Dans l'agriculture elle-même, fait unique dans les pays socialistes, 80% de la production vient des petites propriétés individuelles (4 ha en moyenne) et on dénombre 3,5 millions d'agriculteurs privés contre un demi-million dans les fermes d'Etat. Ce secteur, l'agriculture, est particulièrement durement frappé par la désorganisation de l'économie. Citons quelques exemples, officiellement les fermes d'Etat vendent davantage de bétail engraisé au gouvernement que l'agriculture privée. Preuve de la supériorité de l'agriculture d'Etat, affirmait la propagande officielle avant l'été dernier. Tout le monde sait maintenant que les fermes d'Etat touchaient 47% de subventions sur leur chiffre d'affaires. A l'aide de ces liquidités, elles achetaient aux agriculteurs privés leur bétail engraisé, le revendaient à l'Etat, touchaient 47% de subvention « d'encouragement », attendaient la saison suivante et le manège continuait.

40% du parc des machines agricoles est immobilisé, car les usines de production de tracteurs ne prévoient pas de production suffisante de pièces de rechange. Lorsque les tracteurs tournent, les paysans se voient verbalisés par la milice

pour « pneus lisses » comme s'ils étaient responsables du manque de pneus de rechange sur le marché. Des exemples de ce tonneau, on pourrait en citer beaucoup. Cela pourrait prêter à sourire si cette situation catastrophique n'était pas encore aggravée par les inondations de l'an dernier qui ont recouvert le tiers des terres cultivables, selon les dires de nos interlocuteurs. Ces inondations ont empêché la récolte de la pomme de terre, aliment de base des Polonais.

En Pologne aujourd'hui, on manque de biens alimentaires, de fourrages et on est obligé d'importer massivement pour nourrir la population. Le gouvernement français vient d'accepter de livrer 4 millions de quintaux de blé, mais ce blé devra être payé. Avec quoi ?

Sur les 195 millions de tonnes de charbon produites l'an dernier en Pologne, 40 millions de tonnes ont été exportées (au prix de 50 dollars la tonne) et 70% de la production de cuivre est exportée. La Pologne n'exporte pratiquement rien d'autre. La dette extérieure se monte à 25 millions de dollars.

C'est trois fois plus que ce que l'économie polonaise ne peut supporter. Le charbon en tout ne rapporte que 2 millions de dollars par an à la Pologne.

De plus, la crise sociale et politique vient peser sur cet état de choses. Au prix de longues et dures luttes, les mineurs polonais viennent d'obtenir trois samedi chômés sur quatre. Résultat : 25 millions de tonnes de charbon en moins. Autant de devises perdues à moins que cela ne se traduise en baisse de production d'énergie, de moyens de chauffage, etc...

LE PLAN DU GOUVERNEMENT

« Les dernières années ont connu une gestion des affaires qui mène à la faillite », clame notre conseiller du Premier ministre (mais qui dont dirigeait les affaires du pays ? ne pouvons-nous nous empêcher de penser).

BLAGUES POLONAISES

Vieille tradition qui naît de l'humour polonais, les blagues étaient le seul moyen de s'opposer à la grisaille. Aujourd'hui, confiantes et féroces, elles font le tour du pays plus vite qu'il ne faut pour l'écrire.

Les dernières :

« En cas d'invasion, nous battons d'abord les Allemands par devoir, et puis ensuite les Russes par plaisir »

Lorsque nous demandons si les Polonais espèrent que

leur mouvement fera tâche d'huile en Tchécoslovaquie, par exemple, la réponse tombe sous forme de blague : « N'oubliez pas que ce sont nos chars à nous qui ont aussi permis de battre la subversion anti-socialiste en Tchécoslovaquie en 68... ».

Pour finir : « Brejnev serait un bon militant pour "Solidarité", parce qu'il est au-dessus de la discipline du parti ».

Quant à nous, nous ne savions pas comment traduire : « Arrête ton char, Brejnev ».



« Il faut prendre des solutions énergétiques. Il faut redresser la situation par un plan de sauvegarde en lequel tous les Polonais aient confiance », ajoute-t-il. Il expose le plan économique du gouvernement Jaruzelski.

« Suppression de un million d'emplois qui ne sont pas immédiatement rentables ». Dans quels secteurs ?

• Dans ceux qui demandent un investissement rentable à long terme : immenses aciéries inachevées de Katowice (celles que l'on voit, survolées en hélicoptère, dans « L'Homme de Marbre », le remarquable film de Andrej Wajda), mines de charbon en cours d'installation à Lublin, dans le secteur de production de télévisions-couleurs, etc...

• Dans les vieux équipements usés et non rentables de l'industrie lourde.

• Dans l'allègement des effectifs de l'administration aux effectifs démesurés.

Bref, dans tous les secteurs qui ne concernent pas à très court terme l'exportation ou la satisfaction immédiate des besoins du marché de la consommation.

Dans quel secteur transférer cet excédent de main-d'œuvre ? Essentiellement dans deux secteurs :

1) l'agriculture. 1,2 million d'ouvriers sont agriculteurs à temps partiel (« Ils ne sont ni bons ouvriers ni bons paysans »). Leur retour à la terre à temps plein, aidé et subventionné, est une nécessité. Cela entraîne la fin des subventions à fonds perdus pour l'agriculture d'Etat : elle doit dorénavant faire la preuve de son efficacité.

2) les services, hôpitaux, services sociaux, transports, commerces. Les chômeurs de l'industrie continueront à toucher leurs salaires pendant le temps nécessaire à leur conversion.

« RETROUVER LA CONFIANCE »

« Il s'agit d'une gigantesque restructuration, et seul la confiance de toute la société dans le gouvernement Jaruzelski et

dans le parti peut le permettre. Nous devons gagner cette confiance ». Un gros tas de projets de lois est déposé à la Diète (Parlement). Sur l'entreprise conçue comme unité autonome dans le cadre du plan gérée en fonction du pur calcul économique, sur la planification rationnelle. C'est pour permettre à ces projets d'être votés, et à la nouvelle politique dite de « renouveau » d'être mise en œuvre que le gouvernement avait demandée « 90 jours de paix ». La provocation de Bydgoszcz a tout ruiné...

FEU SUR LES « ANTI-SOCIALISTES »

Notre conférencier termine son allocution par une attaque en règle contre les « extrémistes », ce sont eux, d'après lui,

qui mettent les bâtons dans les roues du renouveau de la Pologne.

Ces « extrémistes », on le saura tout de suite, ce ne sont pas les miliciens zélés, qui ont la matraque nerveuse ces temps-ci. Ce ne sont pas les Grapski et autres Olcowski, dénommés les « durs » du parti, et qui ne laissent pas passer un jour sans communiqué haineux contre *Solidarité*. Non, ce sont les agitateurs « anti-socialistes » du K.O.R. (comité d'auto-défense sociale) qui tout au long de ces dernières années ont patiemment informé, dénoncé, construit les réseaux d'entraide et qui ont posé les jalons pour que naisse *Solidarité*. Le K.O.R. a, dès les grandes grèves d'août 80 à Gdansk, proposé ses services à *Solidarité*, mis son expérience à l'épreuve de la lutte et constitue aujourd'hui l'ossature des « experts » de ce jeune et puissant syndicat libre.

C'est dans la dénonciation du K.O.R. et des soi-disants « l'ements anti-socialistes » que tout le discours-vérité de Kania (premier secrétaire du parti), de Jarlaelski (Premier ministre) trouve sa limite.

Alors c'est vers *Solidarité* que nous nous sommes tournés. Anti-socialistes ? Que voulez-vous ? Rejetez-vous le plan économique du gouvernement ?

Hamoudi et François

La semaine prochaine : la révolution tranquille de « *Solidarité* »

Lettre ouverte aux partis.

Ne nous faisons pas d'illusions : c'est la crise de la dernière chance pour ceux qui voudraient faire sortir notre parti, notre état et notre population de la voie de l'entente sociale, en les menant à une catastrophe inévitable.

Ce sont ceux qui refusent de s'entendre même avec leur propre base du parti, ils en ont peur, ils évitent d'essayer des élections honnêtes et cherchent par tous les moyens à retarder le Congrès Extraordinaire. Ce sont ceux qui veulent forger chez les militants dans l'appareil du parti, la peur de leur propre parti et de la nation, en se présentant comme seuls capables de protéger cet appareil de la perte de ses fonctions et de son influence. Ceux qui s'efforcent de placer les forces de l'ordre publique dans les conflits contre leur propre population, comme s'ils n'avaient pas d'autre issue que de la combattre. Ceux qui se présentent eux-mêmes à nos voisins comme l'unique force capable de garantir la pérennité de nos alliances et du système de l'état.

Ils ne sont en réalité aucune force et ne peuvent rien garantir à personne y compris à eux-mêmes. On ne peut gouverner ce pays en conflit contre quelques milliers de membres de son propre parti, contre plus de dix millions d'ouvriers, des milliers de paysans et en s'appuyant seulement sur une partie de l'appareil du pouvoir (étant donné que l'écrasante majorité de cet appareil, même s'il est partiellement désorienté, se prononce elle aussi pour l'œuvre de réforme de la République)...

Nous attendons la justice et non pas des préjudices causés à qui que ce soit, l'honnêteté et non pas des règlements de comptes personnels. Une attitude de partenance et non pas de crainte devant nous et de manipulations frauduleuses. Nous avons besoin d'un état honnête, d'une économie saine au lieu de la démolition, du désordre et de l'intérêt personnel.

Bratkowski (président de l'Union des Journalistes Polonais).

TUNISIE :

La logique des congrès

La Tunisie attend, avec un peu de fièvre, dit-on, la fin du Congrès du Parti Socialiste Destourien, qui a commencé le 9 avril et qui doit durer trois jours.

Le destin du plus petit pays du Maghreb est en train de se jouer. Le destin, pour les années à venir en tout cas. Après les épreuves subies (le 26 janvier, Gafsa et la crise qui a suivi), le printemps de Tunis a commencé à éclore. Des orientations ont été arrêtées. Mais le pilotage à vue n'a pas disparu. La période Mzali, est néanmoins qualifiée par tous les observateurs de « période d'ouverture » malgré les bavures certaines. Citons, par exemple, l'interdiction des journaux « *Er Rai* » et le « *Phare* ». Il semble que le quadrillage de la ville rappelle les temps anciens qu'on croyait révolus.

Pourtant, le régime de M. Mzali a essayé de se donner les moyens d'aborder ce congrès dans les meilleures conditions possibles pour consacrer de manière irréversible, serait-on tenté de dire, cette politique d'ouverture.

La récente décision d'augmenter les bas salaires, a désamorcé le mouvement social, qui s'annonçait très fort. L'échelle mobile des salaires est un acquis important. Par contre, il semble qu'au niveau politique, on essaie de rogner sur les quelques acquis de cette politique d'ouverture. Le débat porte actuellement, sur le fait de savoir si cette remise en cause vient des forces hostiles ou si s'agit d'une volonté du Président de la République, de suivre le mouvement et d'en contrôler l'évolution.

A cet égard, tout le monde se rappelle en Tunisie, que lors du dernier congrès du Parti, il a fallu l'intervention du Président lui-même (et tout le monde s'accorde à dire qu'elle fut énergique) pour que M. Sayah retrouve sa place dans le Comité central.

La base du parti se réunit, une seconde fois. Des règlements de compte sont à prévoir. Le droit de regard du Président sera certainement décisif encore une fois. Mais dans quel sens agira-t-il cette fois-ci ?

Le Congrès se tiendra à huis-clos. Pas de journalistes. Pas d'observateurs. Les trois tendances affirmées dans le parti devront encore une fois composer ensemble. De M. Tahar Belkhouja (actuel ministre de l'information), à M. Mzali (actuel premier ministre), en passant par M. Sayah (qui est toujours là) la classe politique tunisienne semble prise en otage par cette logique.

Il ne resterait alors au congrès qu'à entériner un rapport de forces établi à l'avance.

A moins que le palais n'ait été convaincu de la nécessité de certaines purges.

On assisterait alors à un coup d'éclat qui n'est pas sans rappeler celui du limogeage de M. Ahmed B. Salah

M.A.



CENTRAFRIQUE

La marge du pouvoir

Sans Frontière de la semaine dernière, commentait la victoire de M. David Dacko aux élections présidentielles. Les premières en RCA depuis 65- et les manifestations qui ont suivi les résultats du scrutin. Vote truqué pour les uns, victoire honnête pour les autres, la composition du gouvernement issu de ces élections se signale par son monolithisme. Monsieur Dacko entend gouverner uniquement avec des ministres UDC (1), c'est du moins ce qui ressort de la composition du nouveau gouvernement. Attitude prudente ou politique de défiance vis à vis de l'opposition, le Président a manifestement tranché contre un « *gouvernement de salut public* » ou d'« *Union nationale* ». Il s'en dégage une bipolarisation de la vie politique marquée par le maintien global de l'opposition hors du gouvernement.

Monsieur David Dacko, reconduit dans ses fonctions à l'issue du vote national, devait, selon la procédure classique nommer son premier Ministre, ce qui n'a pas tardé. M. Narassé Bozanga, précédemment Ministre de la Justice, devient 1er Ministre : les ministres retenus seraient en « *majorité* » des « *technocrates* » (sic) choisis sans doute pour leurs compétences professionnelles (sic). Au delà de ce choix, se pose la question de la marge de manoeuvre du pouvoir au niveau législatif, à moins que le résultat du scrutin ne transforme en rien le paysage politique à l'Assemblée Nationale. Sans grande surprise, côté modification, il faut noter cependant la création d'un nouveau ministère chargé de l'Agriculture, et de l'élevage, que M. le 1^{er} Ministre Bozanga, justifie de « *prioritaire* ». La présence de deux femmes au sein du gouvernement, n'est pas une réelle innovation. La RCA ayant tou-

jours eu quelques femmes aux responsabilités politiques, peu déterminantes. Monsieur

Dacko aurait hésité entre Bozanga et Sylvestre Bangui, celui-là même qui abandonnait Bokassa de Paris, alors qu'il représentait son pays auprès de M. Giscard d'Estaing. Au vu du nouveau gouvernement, on peut se demander s'il n'y a eu aucune négociation avec certains leaders de l'opposition, résultant du refus de l'une ou des deux parties, ou si elle a capoté, à cause de l'intransigeance de l'opposition. On peut aussi imaginer que le nouveau président a estimé pouvoir se passer d'une condition qu'il souhaitait après le départ de J.B. Bokassa et dont il peut faire l'économie aujourd'hui, fort d'une majorité relative, mais jugée suffisante pour faire « *cavalier seul* ». L'hostilité de M. Ange Patassé au pouvoir de l'Elysée aurait-elle bloqué le processus de coalition ? L'attitude de l'armée durant toute la période (pré-)électorale vis à vis du Chef de l'Etat était d'une constance et d'une fidélité qui ont sans doute permis au président de pouvoir gouverner sans partage, l'opposition ne bénéficiant apparemment pas de soutien au sein du corps des généraux d'armées. Dernier délégué nouveau, Monsieur Dacko détiendra lui-même, le Ministère de la Défense.

Quelles perspectives pour l'opposition ?

L'évocation de D. Dacko en 65, la période Bokassa, le retour de D. Dacko depuis l'opération « *Barracuda* », et son élection enfin, sont des moments politiques que les Centrafricains ont suivi sans doute avec intérêt. Il en est résulté un regain de politisation et une activité accrue de mouvements d'opposition, surtout sous la férule de Bokassa.

Parallèlement, ces événements ont aussi contribué à

HUMEUR :

Poison d'avril

« *Quand on lui désigne la lune, l'imbécile regarde le doigt* » (Proverbe chinois).

De nouveau, le Liban est devenu le lugubre et sanglant théâtre où se déroulent des scènes d'une rare violence et où les figurants s'envoient de vraies balles. Le tout com- mis en scène par les milices chrétiennes, les syriens, des éléments de l'armée libanaise, derrière lesquels se profile une ombre maléfique, prête à saisir une si belle occasion de renforcer ses positions : Israël. Cette pièce macabre pourrait s'intituler « *viens chez moi... je fais le baroud chez une voisine* » et narre l'histoire d'une nation qui, pendant des décennies, a offert au monde l'image tant reluis- sante d'un pays où cohabite une mosaïque de races, de lan- guages et de religions. Ce modèle original que les palesti- niens ont inscrit dans leur charte, subit les coups de boutoir d'une certaine presse. En effet, dans leur ensemble, les mass-médias ont déformé l'évènement avec le souci de con- vaincre l'opinion qu'il s'agit d'un conflit essentiellement religieux, alors que le problème est sans nul doute d'ordre politique. Dès lors, nous avons assisté à un concert de la- mentations au sujet des chrétiens, ces chrétiens qui sont avant tout des libanais et pas un mot de protestation ni une plainte même sourde quand le sud-Liban, terrain privilé- gié des représailles sionistes, est irrigué de bombes. Parce que les victimes étaient de confession musulmane ? Nous n'approuvons pas non plus l'attitude des syriens, car elle prête à confusion en se faisant fort de jouer les sous-puis- sances et en favorisant les prétentions israéliennes mais a- t-on le droit de verser des larmes de crocodile sur le sort d'un pays autrefois si harmonieux quand chez soi, vivent diverses communautés auxquelles on dénie même l'espoir de vivre dans la coexistence la plus pacifique qui soit. Il n'est point étonnant, de ce fait, de constater que dans les chaumières, on s'apitoie, au moment du journal télévisé sur la condition de ces pauvres chrétiens massacrés et on entre en transes. Et que l'heure du téléfilm arrive, on s'ava- chit dans son fauteuil aussi profond que les pensées de Pascal et... miracle, les transes s'envolent. Transe-Inter, écoutez l'Indifférence. Pendant les variétés, on se laisse aller en suçotant un bâton de réglisse. Après tout, c'est la manière la plus agréable pour broyer du noir.

Rabah Mezouane

façonner un nouveau panora- ma et aguerri les hommes que « *l'Empire* » avait marginalisés ou obligés à l'exil. En dehors de Monsieur Patassé, qui s'est doté d'un parti de masse et qui bénéficie sans doute du soutien d'une partie de l'élite et de la population de Bangui, l'oppo- sition dans son ensemble ne s'est pas traduite en organisa- tion unitaire. Etait-elle dési- rée ou souhaitée ? Le retour en ordre dispersé, les conditions particulières de détention ou la liberté de mouvement, la ten- sion à Bangui n'ont peut-être pas permis l'apparition d'un front uni bien avant le vote. Manque de temps ou de pers- picacité, l'opposition a aussi souffert d'un vote particulière- ment axé sur le « *profil* » des candidats privilégiant l'image personnelle par rapport au contenu des programmes. Au soir des résultats, la propor- tion de voix acquises aux deux « *grands vainqueurs* » laissant espérer une hypothétique répu- blique rassemblant les figures majeures issues du scrutin. C'est l'inverse qui a eu lieu, aggran- dissant encore le fossé entre la majorité au pouvoir et une opposition tardivement unifiée, laquelle pense sérieusement que la victoire lui a été volée. La première leçon à en tirer la plus évidente aussi, c'est l'élargis- sement de l'audience de l'opposition chez des ruraux auprès desquels David Dacko bénéficie d'un prestige peu contesté. La 2^e valable pour m^r Ngoumba, c'est la consta- tation selon laquelle outre l'« *épouvantail* » traditionnel de dangereux communiste, les centrafricains ignorent la ré- sistance à l'extérieur, quel que soit le charisme personnel du candidat. Enfin, l'influence des hiérarchies chrétiennes dans le processus de socialisation a joué

comme ultime blocage dans un pays où écoles confessionnelles et catéchistes, jouent les rôles d'encadrement et de produc- teurs de normes sociales ou morales. D'ores et déjà, M. François Pehoua envisage de continuer son combat et multi- plie les déclarations marquant un surcroît de radicalisation. Impossible d'évaluer le vote et l'influence de l'UNECA et USCA (2) dans cette compé- tition même si l'on sait le rôle de mobilisation des étudiants au moment de « *l'affaire* » Bokassa.

Le temps qui sépare les ni- veaux des prochaines consul- tations, devrait permettre de mieux prévoir le facteur maté- riels à prendre en compte pour un score meilleur. L'unification des partis de l'opposition dev- rait briser le caractère atomi- que des groupes politiques sur- gis assez tardivement dans le jeu politique, ou alors la dispa- rition progressive, soit par une intégration de fait au gou- vernement, soit par une mar- ginalisation résultant du man- que de clientèle. Au cas où il y aurait une modification de l'Assemblée où des élections législatives, M. Patassé pourrait alors gagner au parlement une partie du pouvoir qui lui a échappé aux présidentielles. En dehors de l'absence quasi- générale de classes moyennes en Afrique Centrale, M. Dacko a sur Patassé l'avantage de pou- voir modifier la Constitution ou la loi électorale, s'il le fallait, très très légalement.

L.L.L.

(1) Union Dém. Centrafr. Parti Gouvernemental.
(2) : UNECA : Union Nle des Etudiants Centrafricains.
USCA : Union des Stagiai- res Centrafr.



En plein centre de Paris, non loin de Beaubourg, dans un passage qui rappelle le Paris Populo, nous avons rencontré Paco Ibanez, chanteur Espagnol, compagnon de lutte de toutes les solidarités, anti-fasciste, anti-raciste, et « la lutte continue » dit-il.

En entrant dans l'atelier, nous avons trouvé un ébéniste, Paco Ibanez ébéniste, cette idée ne nous avait jamais frolé, au rez-de chaussée, l'atelier, au dessus, le lieu de répétition, il y a toujours de la musique, Paco travaille le bois, en chantant, rythmant les coups de marteau. « Travailler le bois, c'est donner une vie à la matière, c'est comme quand on fait l'amour avec un corps ». Nous avons trouvé un réel plaisir à discuter avec lui, un langage emprunté d'images, de métaphores, « je ne suis pas un intellectuel, je suis un paysan têtue ».

C'est bien vrai, mais c'est aussi un poète.

Sans Frontière : Paco, un jour, je t'ai vu chanter en public et je t'ai vu aussi chanter chez des amis, j'ai senti à travers tes sueurs, que tu avais la même envie de chanter, de partager quelque chose, en groupe ou en public.

Paco Ibanez : Ce n'est jamais systématique, toi, tu es sur la scène, tu invites les gens à partager quelque chose avec toi,

et quand les deux plaisirs se rencontrent, c'est la « chispa », l'étincelle.

(Ce mot reviendra souvent dans la discussion, qu'il s'agisse de l'Espagne, de la communication entre les gens, ou de la chanteuse Oum Kaltoum, chanteuse Egyptienne (vois S.F. n° 11))

SF : Ta lutte contre la dictature en Espagne, ton soutien au Viet-Nam, la Palestine, tu

es devenu un symbole, en France ?

PACO : NON, je ne suis pas un symbole, dans la mesure où je ne suis pas un roi, mes moyens sont limités, mon terrain c'est la chanson et la chanson est une arme. Si je suis un symbole, j'accepte d'être le symbole de résistance à tous les fascismes.

SF : Pourquoi tu n'as jamais fait de chanson sur l'immigration ?

PACO : Je ne chante pas l'im-

migration, je chante l'exil. Je me sens beaucoup plus exilé. Il y a une différence entre l'immigration et l'exil. L'immigration est douloureuse, le type qui émigre, il lui manque toujours quelque chose, la musique, la communication avec les gens, le parfum de son pays, les valeurs auxquelles il est attaché. Mais il a malgré tout la possibilité de rentrer chez lui, il peut dans les situations d'injustices les plus insupportables, frapper sur la table et dire « basta ». L'exil c'est la guillotine. L'exil est produit par rapport aux lois du pays, l'exil social, de mentalité, l'exil de frontière. Cette petite différence est terrible.

SF : Mais tu es espagnol, quand même ?

Paco : Bien sûr, mais vous savez, je suis venu à l'âge de 14 ans (j'ai 47 ans aujourd'hui) en France, à cet âge là, tu es adolescent, tu vis au jour le jour, et puis un jour, BOUM, tu es balancé dans un autre pays. Il faut ou bien oublier tes racines et essayer de t'inté-

PACO IBANEZ :

« Je suis un paysan têtue »

grer ou bien persister à vouloir les garder, mais les gens te placent comme étranger. Tu es l'espagnol. Tu es l'étranger. Je vais vous raconter une anecdote, l'autre jour, il y avait une petite portugaise, née en France, alors les gens lui demandent : « tu es portugaise, ou tu es française ? » On lui posait à chaque fois la question, elle en avait marre, alors elle répond : « je Thérèse ». Vous savez, je suis espagnol, je revendique l'Espagne, j'y vais très souvent, mais j'aime tout autant Toulouse ou Perpignan, je m'y sens chez moi, je suis sentimentalement attaché à ces régions. Il y a aussi les immigrants de l'intérieur, un breton à Paris, il est malheureux, il a la nostalgie du Fest-Noz, de la harpe.

SF : Tu es un artiste, comment sont tes rapports avec les autres artistes ?

Paco : Je ne me considère pas comme un intellectuel. L'intellectuel, c'est celui qui a fait des études classiques, moi, je suis ébéniste de profession. Disons que je serais plutôt un « paysan têtue ». Je refuse les injustices, je me bats contre toutes les injustices. Les gens me connaissent ici comme un anti-fasciste, l'artiste espagnol. Alors, artiste, oui, si on veut, mais les textes, la musique, ça sort des trippes, c'est cosmique.

SF : Quel a été ton premier contact avec le racisme en France ?

Paco : Oh, il y a toujours l'expression « les pingouins », ou bien après la guerre d'Espa-

gne, les réfugiés espagnols faisaient la queue. Ils étaient « la queue du diable », parce qu'elle est très longue. Mais il n'y a pas une aussi grande exclusion qu'envers les arabes et les noirs.

SF : Qu'est-ce que tu penses des opérations menées dernièrement par le PCF ?

Paco : (rire) les communistes, les nouveaux durs du stade. Ils ont perdu la boule, je ne sais pas quel virus ils ont attrapé ? Mais c'est ignoble, comment ces gens, quand on se dit les représentants de la classe ouvrière, d'une idée, d'une illusion alimentée par nos espoirs. J'espère que les français vont ouvrir les yeux, les communistes ne représentent plus l'espoir, si les communistes gagnent des voix, c'est Le Pen qui va le regretter. Heureusement qu'il y a d'autres forces qui ont réagit.

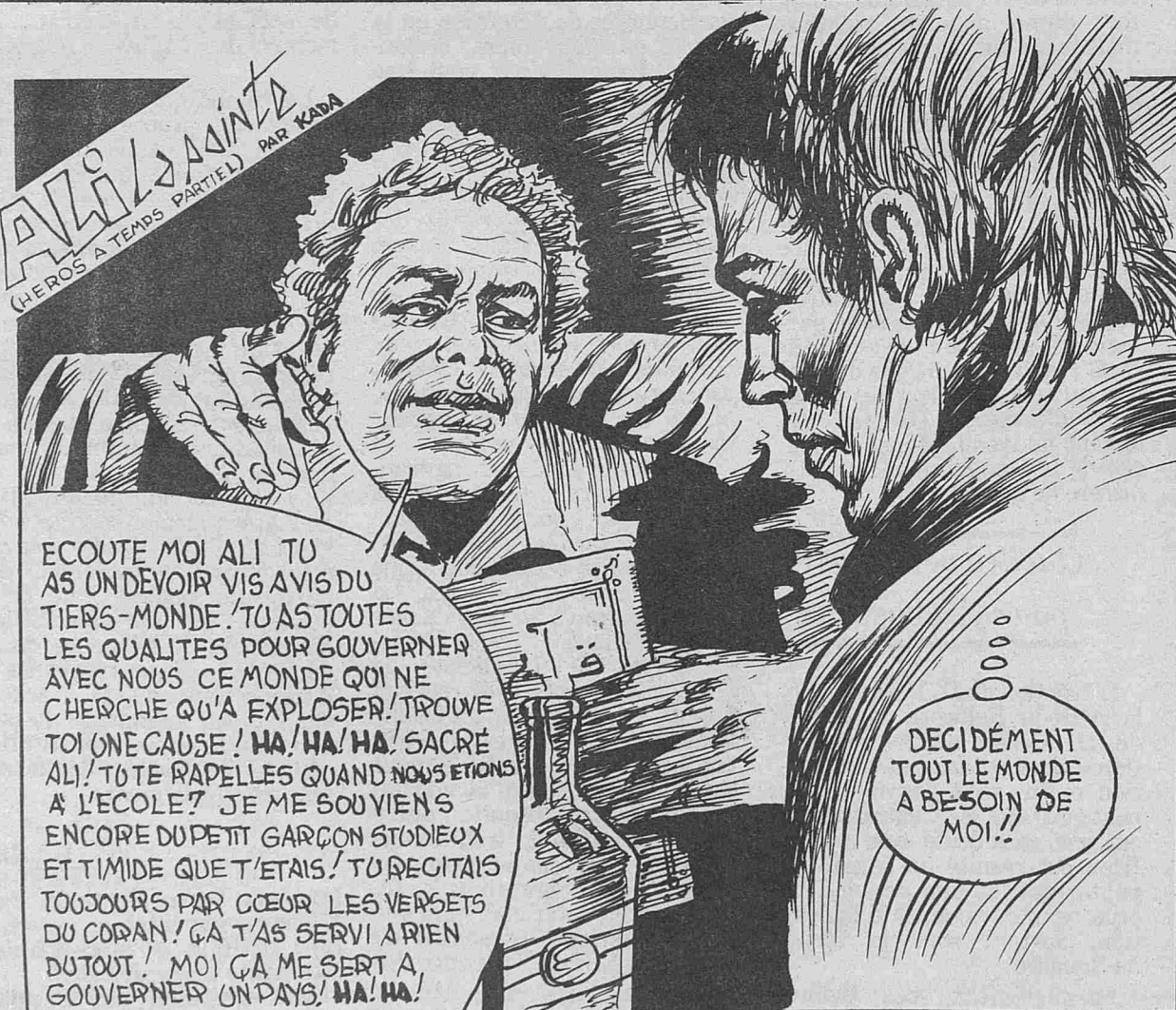
Mais attention, j'ai toujours refusé de tomber dans le piège du contre-racisme. Je n'ai jamais dit que les français étaient tous racistes. Il y a un racisme criant contre les arabes, les turcs, les noirs, c'est évident. Mais il y a une grande partie de français anti-racistes, ceux qui ont aidé les républicains espagnols, les algériens.

A propos des communistes, il faut faire la différence entre les dirigeants et les militants. Tu ne peux condamner les militants pour leur mal-voyance momentanée.

Propos recueillis par

Hassan B

Manuella C.



ECOUTE MOI ALI TU AS UN DEVOIR VIS A VIS DU TIERS-MONDE. TU AS TOUTES LES QUALITES POUR GOUVERNER AVEC NOUS CE MONDE QUI NE CHERCHE QU'A EXPLOSER. TROUVE TOI UNE CAUSE ! HA/HA/HA/ SACRE ALI ! T'OT RAPELLES QUAND NOUS ETIONS A L'ECOLE ? JE ME SOUVIENS ENCORE DU PETIT GARÇON STODIEUX ET TIMIDE QUE T'ETAIS ! TU RECITAIS TOUJOURS PAR COEUR LES VERSETS DU CORAN ! CA T'AS SERVI A RIEN DUTOUT ! MOI CA ME SERT A GOUVERNER UN PAYS ! HA/HA/

DECIDEMENT TOUT LE MONDE A BESOIN DE MOI !!



KHOYA ALI ! CA ME FERA PLAISIR QUE TU RESTES ICI DEMANDES CE QUE TU VEUX COMME MINISTRE !

معقول ؟

والله خويا علي !

معقول يعني ! اعطيني ALORS LE MINISTRE DE LA DEFENSE ! CA ME RAPROCHERA DE MES ANNEES DE MAQUIS ! MES ANNEES DE REVES PERDUS !

(ASUIVRE)

La Pena à Lyon :

L'exil à travers un bar-restaurant

La première Pena ? C'était il y a longtemps, à Santiago du Chili. Dans une vieille maison de la Calle Carmen. Rencontre entre artistes engagés et un public répondant par la musique et le chant. Lieu et moment d'une véritable culture populaire.

Dès lors, les Penas surgissent partout au Chili. Elles étaient un lieu et un acte en même temps pour dire et vivre les combats, les espoirs dans la fête... jusqu'à ce sombre matin de septembre 73.

Tima Saa : Un jour, dans une petite rue oubliée de Lyon, presque au cœur de la Casbah de la Place du Pont, s'est allumée de couleurs et de lumières -couleurs de Brésil, de Pérou, couleurs d'Amérique Latine ou indienne- un vieux atelier de mécanique cédé par un monsieur « comme il faut » étranger de l'autre bord, Arménien.

Au départ de tout cela, il y a eu une belle et chaude solidarité nouée quelques années plus tôt, au lendemain du 11 septembre 73. Il y a eu tous ceux qui ont cru en nous, en notre projet. Nous étions bien une quinzaine ou plus, à nous relayer pour changer les murs, l'espace, manier les pinceaux et les couleurs. Comme financement, il y a

eu seulement « sou à sou » les dons bien français de chacun, pour que naisse au 12 rue Lacroix, la Pena. Il y a eu bien des amours, bien des querelles, des douleurs, des cicatrices. Des salles vides, des salles pleines.

Des jours pleins de soleil, des jours de pluie. Des nuits de chants et de guitare ; les amis rescapés, un à un rejetés de prison.

Il y a eu les artistes, cinquante, soixante, sûrement plus, comment les nommer tous ? Venus du Chili, d'Argentine, Uruguay, Pérou, Bolivie, Mexique, via Paris, Genève, Londres, Madrid ou Lyon...

Il y a eu Jeannot, l'accordéoniste des bals populaires lyonnais. Amitié spontanée et ses bonsoirs fatigués des trois heures du matin. Il y a eu l'incompréhension (réciproque peut-être) d'autres artistes français. Pourquoi ne pas le dire. Chez nous, pas de snobisme. Des gens simples, généreux. Compréhensifs de nos ratages, de nos erreurs, de nos réussites, de nos artistes merveilleux. Notre public, des gens venus échapper à la solitude dans la confrérie ouverte des buveurs de sangria. des chanteurs sans voix d'après minuit, qui, le cœur humide et le rêve au fond d'un verre de rouge, sortent de leur

L'exil pour certains. Les dictatures sanglantes ne pouvaient durer, disait-on. Or, les exils multiples sont arrivés depuis, de toute l'Amérique Latine, et ils se prolongent.

Son but : diffuser la culture des pays dominés pour amorcer et approfondir la connaissance des réalités politiques de ces pays. Cultures dominées des Quatre quartiers du monde, des quatre quartiers de l'exil et de l'immigration.

mémoire de vieux tangos, les boléros lascifs, les chacareras... Ces airs usés qui transportent comme des torrents gonflés un ailleurs enfui et mirifique... souvenirs de jeunesse, de lutte, d'amour ou d'amitié d'un autre temps, d'un autre continent.

Une vraie PENA n'était pas impossible à Lyon. Loin de ses racines, de sa mentalité, de sa raison d'exister là-bas. « Conserver dans un pays dominé les vraies cultures et le vrai folklore populaire quand les cultures étrangères et médiocres s'imposent ». Mais raison d'exister en exil aussi.

C'était notre pari. 6 000 personnes -presque 6 000 amis- qui par hasard ou non êtes rentrés dans notre maison rue Lacroix depuis 2 ans.

Et les « gens de la Pena », comme on les appelle à Lyon, vous présentent un des « leurs »,

un de ceux qui disent ici dans l'exil, avec force, leur volonté de continuer à s'exprimer ; un de ceux dont les créations libres et combatives giffent à plein fouet une autre volonté :

celle des dictatures à détruire l'homme et la culture dont il est porteur.

Il y aura le public de demain, l'équipe qui suivra... quand nous serons repartis, pourquoi pas ? Malgré la Pena, malgré l'amitié, malgré les Artistes et la Musique qui sont notre vie, nous avons parfois si « mal à la France ». Comme un rite -tous les vendredis et samedis- pour vous apporter dans ce pays dit riche, prétendu libre, où « on en a marre d'avoir marre », la joie de vivre et le génie toujours renouvelé d'un continent dit pauvre et surtout opprimé.

Higinio Mena, un exil sans plaintes ni lamentations...

Higinio Mena est né dans un village de la province de Buenos Aires en 1943. Ranchos, son village natal, fut témoin



Photo DR

des massacres des Indiens au siècle dernier. Quand en 1976, se produit le dernier des coups d'Etat qui, depuis 1930 frappe l'Argentine, Higinio Mena est déjà depuis 1 an, en exil en Europe. En France, il enregistre son premier disque, et au cours de l'année 80, se présente pour la première fois, au concours littéraire de la « Casa de America ».

Free jazz

David Murray à Jazz Unité

Le Free Jazz culturellement, témoigne de la situation et des luttes des noirs aux Etats-Unis, il réagit contre le détournement de la musique noire au profit des intérêts blancs.

Les mouvements noirs aux Etats Unis se radicalisent, face à la répression, le slogan black power, *black is beautiful*, et surtout l'action avec l'apparition du *Black Panthers Party*.

Les revendications sont directement politiques (écrits de Malcom X) contre l'idéologie dominante, l'arme culturelle est un moyen de prise de conscience : « je pense que la musique est un instrument, elle peut créer des formes de pensée exemplaire qui changeront la pensée des gens » John Coltrane. Malcom X, lors d'un discours, fait allusion au free jazz : « ils improvisent, ils créent et cela vient de l'intérieur, c'est l'âme, c'est la musique de l'âme ».

L'engagement politique de la plupart des musiciens free apparaît aussi nécessaire pour dépasser leur condition d'exploités face au problème de la domination commerciale blanche, les musiciens se regroupent en créant des associations para-syndicales telles que le Jazz Composer Guild, réunissant Cecil Taylor, Paul Bley, Carla Bley, Burton Greene, Archie Shepp, Sun Ra, qui avaient pour but de faire cesser les abus écono-

miques dont ils étaient victimes et de supprimer les intermédiaires.

Une nouvelle compagnie de disques, E.S.P., enregistra Albert Ayler, Pharoah Sanders, l'A.A.C.M. (association for the advancement of creative musicians) entreprend l'éducation musicale des jeunes musiciens, procure du travail aux musiciens, Sun Ra créa sa propre compagnie de disques.

Le Free Jazz entreprend une réappropriation des éléments nés, qui dans la musique afro américaine, furent annihilés au profit d'une musique : (pour pouvoir plaire à la société américaine blanche) Jazz aseptisé, musique d'ambiance. Le free jazz opère un retour aux sources africaines, nombreux sont les musiciens qui rejettent leur nom (d'esclaves) pour prendre des noms africains, musulmans (black muslims).

Toute la production du free a un rapport immédiat avec les revendications politiques des mouvements noirs (Max Roach, Abbey Lincoln enregistre un disque intitulé « We insist, freedom now ! » Coltrane, Pharoah Sanders, Don Cherry, Mingus font référence à l'Afrique dans le choix des titres, dans l'instrumentation, dans les sons et les formes, les cris (instrumentaux et vocaux). La violence, la dérision, la haine ; les sentiments

passent au premier plan de la musique (art ensemble of Chicago, Mingus, Ayler).

Dans le free, les sons sont plus importants que les notes, le thème (marchandise/consommation) n'est plus le support, la conception rythmique n'est pas

métronomique, les rythmes s'entrecroisent, éclatent.

Les musiciens free cherchent à vocaliser au maximum quelque soit l'instrument, Cecil Taylor utilise le piano comme un instrument de percussion, M. Coy Turner utilise non pas les accords systématiquement, mais leur préfère les masses sonores.

Le besoin d'expression totale, libre, immédiate, a bouleversé règles et critères de l'esthétisme blanc (Albert Ayler

lors d'un concert à la salle Wagram s'est fait huer et injurier par un public raciste).

David Murray est un jeune saxophoniste de 25 ans, qui travailla avec Cecil Taylor, Don Cherry, A. Braxton, Sonny Murray. Free jazzmen, il se produit souvent en solo, il joua avec Albert Ayler et lui consacra un disque « flowers for Albert ».

Dalila Z

Art Blakey et

ses jazz messengers à Créteil

Art Blakey a toujours aimé à s'entourer de jeunes musiciens il est au milieu de ses hommes comme un papa bienveillant, mais vigilant et il dit : « chaque fois que ces mecs prennent un an de plus, ... moi ... je rajeunis d'autant ».

A la Maison des Arts de Créteil, chacun a pu constater que son sextette actuel (une contraction de l'orchestre qu'il avait amené au festival International d'Antibes Juan les Pins) est un des meilleurs groupements qu'il ait dirigé, y compris la fameuse équipe : Lee Morgan, Benny Golson, Bobby Timmons, Jimmy Merritt qui avait joué au club Saint-Germain et qui avait gravé, dans les locaux mêmes du club, une nuit, pour R.C.A., les trois albums inoubliables dans lesquels un bataillon de jolies femmes prodiguent à Blakey et à ses hommes, des encouragements passionnés (1) : coffret R.C.A. de trois microsillons : 900 069-900 070-900 071. Le trompettiste actuel du sextette : Wynton Marsalis, est certainement avec Longineu Parsons, un des meilleurs de la jeune génération. Le saxophoniste alto :

d'idées, le contre-bassiste : Charles Fambrough est très sur et solide. Quant à Blakey, il joue avec la culture, l'expérience, le métier d'un homme de soixante-deux ans et qui a commencé à jouer à l'âge de douze ou treize ans. Mais son visage reflète l'enthousiasme et la jubilation d'un jeune amateur très doué, qui joue, pour la première fois, devant un public passionné.

Après plusieurs rappels, ce fut sur une interminable « standing ovation » (2) que **Abd Allah Ibn Buhaina** (3), Wynton Marsalis, Bobby Watson, Billy Pierce, James Williams et Charles Fambrough purent, enfin, regagner leurs loges et repartir pour le « petit journal » afin d'y retrouver **Liaquat Ali Saalam** (alias Kenny Clarke), Alby Cullaz, Frédéric Sylvestre, Georges Arvanitas et Eric le Lann.

Maurice Cullaz, président de l'académie du Jazz

(1) Il y avait cette nuit-là, Attika, Manon, Hazel Scott, Mae Mezzrow, Inez Cavanaugh et Yvonne Cullaz !

(2) Ovation de tout le public debout

(3) Nom musulman d'Art Blakey

Kouba confirme

Mettant à profit la défaite de l'U.S.M. el Harrach à Bel Abbès, la première depuis quatre mois, le R.S. Kouba en l'emportant devant le M.A.A. Hussein Dey, a pris seul la tête du classement à l'occasion de la 24^e journée du championnat. Les koubéens ont fait un pas de plus vers la conquête du titre en passant l'obstacle husseindéen grâce à deux buts de Safsafi et Hamada inscrits en 1^{er} mi-temps. Hussein Dey malgré ses efforts, n'a pu que réduire la marque par Aït el Hocine.

Outre El-Harrach, qui a été stoppé dans son ascension par Bel-Abbès, intraitable à domicile, grâce à un tout petit but de Ben-seghir acquis en première

mi-temps, deux autres prétendants au titre, le M.P. Alger et l'E.P. Sétif ont été logiquement battus, par le même score (0-2), respectivement par Baïna et le M.P. Oran.

Quant à la J.E.Tizi-Ouzou, en obtenant le match nul à Alger devant la S.N.C.A., elle garde contact avec le leader dans l'espoir de conserver son titre.

En bas du tableau, c'est la lutte pour le maintien ; quatre équipes menacées par la relégation s'opposaient (Collo-Belcourt, Guelma-Mascara) et aucune n'est sortie vainqueur ce dont ont profité les batnéens pour remonter la pente.

(24^e journée)

MP Oran - EP Sétif	2-0
Batna - MP Alger	2-0
DNC Alger - Tizi-Ouzou	0-0
Maud - Kouba	1-2
Bel-Abbès - USMH	1-0
Collo - Belcourt	0-0
Guelma - Mascara	0-0

Classement

	Pts	J.	G.	N.	P.	p.	c.
1. Kouba	54	23	13	5	5	39	23
2. USMH	52	23	12	5	6	27	16
3. Tizi-Ouzou	51	23	11	6	6	39	22
MP Alger	51	24	12	3	9	41	33
5. EP Sétif	48	22	10	6	7	34	24
Bel-Abbès	48	23	9	7	7	30	25
7. MAHD	47	23	11	2	10	28	28
8. MP Oran	45	23	7	8	8	26	25
DNC Alger	45	23	6	10	7	23	27
10. ASC Oran	43	22	6	8	9	21	30
Collo	43	23	5	10	8	18	32
Belcourt	43	24	4	11	9	26	34
13. Mascara	42	23	5	9	9	25	32
14. Batna	39	22	7	3	12	18	33
15. Guelma	37	22	3	9	10	23	28

Buteurs : 1. Meghichi (Kouba) : 15 buts. 2. Pouliche (MP Alger) : 13 buts. 3. Assad (Kouba) : 13 buts.

BOXE

Les maghrébins se distinguent à Périgueux

Au cours des Internationaux de France, qui se sont déroulés la semaine dernière à Périgueux, de nombreux boxeurs maghrébins ont tenu l'affiche soit en parvenant en finale, soit en l'emportant. Sur les 11 finales au programme, trois ont été rempor-

tés par l'algérien Kouchane (Mouche), le marocain Fakhour (Coq) et le Tunisien Babbouli (mélourds). Cinq autres boxeurs se sont inclinés en finale, dont deux sur des décisions qui, de loin, n'ont pas fait l'unanimité.

RESULTATS

Alain Jumeaux (F) b. Abdelhouad Jbilou (Maroc), K.O. 2^e. MOUCHE : Mustapha Kouchane (Algérie) b. Zbiniw Banakewicz (Pol.), ar. 3^e. COQ : Younès Fakhour (Maroc) b. Salvatore Lasserà (Italie), pts. PLUME : Ali Benmaghenia (F) b. Youssef Lekhal (Alg.), pts. LEGERS : Frédéric Geoffroy (f) b. Bejaoui Fayçal (Tun.), pts. SUPER-LEGERS : Bruno Luciano (It.) b. Mirko Puzovic (Youg.) pts.

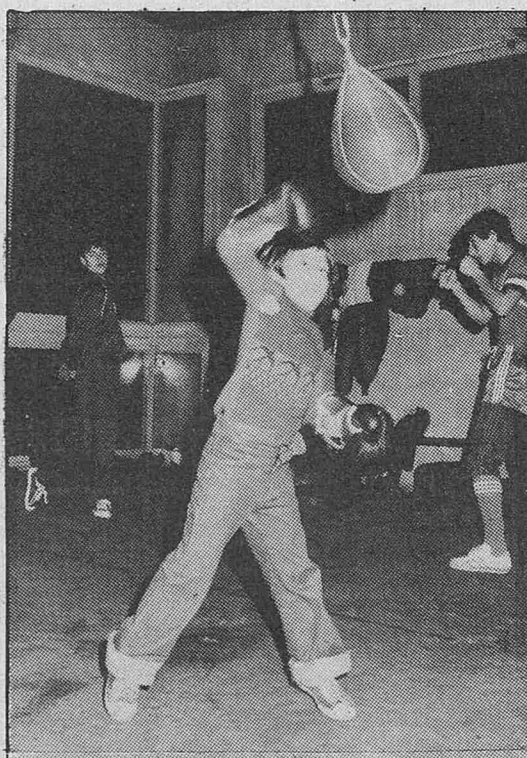
MI-MOYENS : Dragan Nikolic (Youg.) b. Abderhamin Souhli (Maroc), K.O. 2^e. SUPER-MI-MOYENS : Patrick Magnetto (F) b. Djelloul Djelloul (Alg.), pts. MOYENS : Julien Théophile-Catherine (F) b. Jerzy Ribicki (Pol.), pts. MI-LOURDS : Balbouli Taoufik (Tun.) b. Mostapha Moussa (Alg.), pts. LOURDS : Francesco Damiani (It.) b. Ionis Chritou (Grèce), ab. 2^e.



CROSS Mohamed Ali Chouri champion du Monde Junior

Les éthiopiens ont raté le coche lors des derniers championnats du Monde de Cross Country qui ont eu lieu à Madrid en laissant échapper la victoire au classement individuel ne l'emportant qu'au classement par équipes.

En Junior, le tunisien Mohamed Ali Chouri n'a pas raté le rendez-vous en l'emportant de haute main montrant ainsi les potentialités qui existent en Afrique en général et en Tunisie en particulier dans le domaine du cross. Depuis la retraite de Gamoudi, champion olympique, les tunisiens n'ont pas trouvé d'enfant prodige, l'ont-ils trouvé en la personne de Chouri accueilli en grande fanfare à Tunis après sa victoire ?



L'Algérie 2- Sénégal 0

Au cours d'un match amical disputé vendredi dernier au Stade 19 juin, à Oran, l'équipe algérienne de football a battu son homologue sénégalaise par deux buts à 0. 45 000 spectateurs ont assisté à cette rencontre, d'un niveau tout juste moyen,

qui entre dans le cadre de la préparation des deux équipes qui doivent affronter respectivement le Mali et la Tunisie pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations.

L'Algérie avait assuré sa victoire en première mi-temps grâce à deux buts réalisés par le défenseur Kouici à la 39^e minute de jeu et par Assad à la 45^e minute sur Pénalty.



Le Maroc qualifié

Battu au match aller à Casablanca par le Maroc, trois buts à un, le Libéria a complètement raté son match retour en se faisant étriller 5 à 0.

A la mi-temps, la cause était déjà entendue, les marocains menacent par 3 à 0 grâce au réalisme d'Abdellatif, d'Azziz (sur pénalty) et de Chicha.

Après la pause, contrairement à ce qui leur est arrivé à Casablanca, les joueurs marocains ont continué sur leur lancée parvenant ainsi à marquer deux autres buts par Azziz (une nouvelle fois) et Moh.

Grâce à cette victoire, le Maroc est ainsi qualifié pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations, qui aura lieu l'année prochaine en Libye.

La Tunisie battue 3-1

En prévision de son match comptant pour la Coupe d'Afrique des Nations qu'elle disputera le 12 avril à Tunis contre le Sénégal, la Tunisie a disputé un match amical au Stade Olympique d'El-Menzah contre le club de première division anglais Middlesbrough.

Devant une équipe qui occupe le milieu du classement du championnat d'Angleterre, les Tunisiens ont totalement manqué leur sortie en pratiquant un foot-ball désordonné. Après une mi-temps équitable, Tarak, sur pénalty, ayant égalisé après un but de Mc Donald, les tunisiens n'ont pu éviter la défaite à la reprise, période durant laquelle les anglais ont par deux fois, trouvé le chemin des filets par l'intermédiaire de Shearer.

TV

Mosaïque

Emission du 12 avril 1981

Emission spéciale : *Vacances d'une famille Tunisienne dans un gîte rural, près de Bordeaux.* Mosaïque invite une famille Tunisienne, habitant Nantes, à passer une semaine de vacances à Bourg sur Gironde, dans un gîte rural. C'est ainsi qu'exceptionnellement, on ne retrouvera pas les rubriques habituelles de l'émission.

C'est la première fois que Mosaïque fera découvrir la France à travers les yeux d'une famille immigrée.

Le programme a entièrement été constitué à partir des vœux de cette famille tant au niveau du choix des variétés, que celui des visites et promenades dans

la région.

Variétés : - Le grand joueur de luth Egyptien, Hussein El Masry

- Guitariste Portugais : Robles Monteiro

- Isabelle Mayereau, Française, originaire de la Région de Bordeaux

- Les vigneron, groupe folklorique régional, danses populaires de Gascogne et du Pays Basque

- Los Utreras, groupe de gitans, 2 chanteurs, 3 guitaristes dont Pascal Gallo

Images de ... : Maroc.

AGENDA

PARIS

VENDREDI 10 AVRIL

Oligophone avec Daniel Ruff et Lionel Dublanche (Grim de Marseille au Dunois, 28 rue Dunois, 75013).

David Murray Duo au Jazz Unité au Parvis de la Défense.

Le Comité pour la survie du Centre Bossuet organise trois jours Bossuet avec des conférences débats sur la santé des Immigrés à partir de 19h au Centre Bossuet (8 rue Bossuet M° Gare du Nord).

« Deep Contry Blues » avec Py Vincent Buschir à l'harmonica à l'Ecume, 99 b rue de l'Ouest (14) à 20 h 10.

Kung Fu de Chine. Pour la première fois en France, une troupe de 28 personnes, hommes et femmes de toutes les provinces de Chine dans un spectacle de 2 heures exceptionnel, inédit, captivant, complet et varié, accessible à tous, sportifs ou non, jeunes ou vieux femmes ou hommes - Vous aurez un aperçu des diverses formes de Boxe chinoise, représentation des armes traditionnelles du Kung Fu chinois, Yingqigong, etc ...

A la Salle Pleyel, métro Ternes Prix des places 100 F - 80 F - 60 F - 40 F - Le 10 avril. (c'est un peu plus que chérot !).

SAMEDI 11 AVRIL

Au Jazz Unité (Parvis de la Défense) David Murray Trio à 21 heures. L'entrée est à 25 francs.

Karaté, championnats de France à partir de 10 heures, stade de Coubertin, avenue Dode de la Brunerie, 75011.

Grande soirée des Travailleurs de la Santé du Sénégal en France. Venez nombreux assister à la grande soirée à partir de 20 heures au 12 rue Censier. Il y aura exposé débats sur la santé au Sénégal, projection de film, boom. Au menu, Yassa Pastelles, Dibi (brochettes au feu de bois) et boissons. L'entrée est de 15 francs.

Grand Gala de Soutien au Centre Bossuet à la Bourse du Travail de 14h à 22h avec la participation de Aladjo, Awa Drame, Bongo Djeme Tounkara, Guy Kouket, Kounadi Cissokho, etc ...

Peter - Anglais, magicien. Pépé argentin musicien, Rain, membre du Living Théâtre, une rencontre triangulaire, à 13h au Forum des Halles.

Assemblée générale de l'Association des Travailleurs Sénégalais en France au 177 rue de Charonne - Lageca - le 11 avril.

DIMANCHE 12

Les langues africaines dans l'immigration (quelques expériences et quelle perspective) à partir de 15h au Centre Bossuet

Djamel Allam sera le 12 avril à 16 heures à la Porte de Pantin ainsi que son copain François Béranger. Lequel des deux composera une chanson sur Sans Frontière.

Trevor Nattes, improvisation musicale au Dunois.

LUNDI 13 AVRIL

Mal Waldron et Johnny Dyanamito au Jazz Unité.

Arcane V avec Michel Saulnier et Yourval Micenmacher, Nano Peyliet / Philippe Gumpwicz au Dunois.

MARDI 14 AVRIL

Si vous n'avez rien à faire, bien sûr, je m'adresse aux chômeurs, allez à la Galerie Ariane

Faye, 61 rue des Saints Prés pour voir « L'Art en Inde », sculptures en pierre, bronze bois masques en bronze de la vallée des Kuh, diagrammes tantriques où s'inscrit dans des structures traditionnelles la visualisation d'une philosophie, pichwai ou peintures représentant des scènes de la vie de Krishna et de dieu à son culte.

Allez voir aussi à la Galerie Saint Guillaume, 208 boulevard Saint-Germain, Yoshiko, expo de peintures d'une grande artiste japonaise.

« Boris Super Vian » chodramatikomicomuzical par Nouveaux Garçons + le groupe Hiboux - à 20heures à la comédie de Paris, le 14 avril.

BANLIEUE

RIS ORANGIS

A la Maison des Jeunes et de la Culture jusqu'au 18 avril : Blue Grass-Paris Express

PUTEAUX

A la MTI, 24 rue Colin, projection d'un film sur le Salvador, suivi d'un débat animé par un membre du Comité parisien pour le Salvador, à 20h30, le samedi 11 avril.

SARTROUVILLE

A la Maison des Jeunes et de la Culture, 22 quai de la Seine, le vendredi 10, la troupe de théâtre Algérienne immigrée Nedjma présente son spectacle Barka.

CERGY PONTOISE

Khamsa présente au Centre Culturel André Malraux, place des Arts.

du 2 au 15 avril, expo permanente sur la « Recherche calligraphique ».



Jacques Higelin lors d'un concert maghrébin + rock français à Pantin le 4 avril

PROVINCE

LE HAVRE

Au centre socio-culturel rue Albert Samain Bléville. Animation, atelier, marionnettes, spectacles, où Nedjma sera présent du mardi 15 au samedi 18 avril.

GRENOBLE

« Don Quichotte » par les comédiens immigrés de Grenoble du 6 au 15 avril au Théâtre Le Rio, rue Sevran.

« Aïcha et ses enfants » par la troupe des Jeunes Filles Arabes de Valence, samedi 11 à 20h30 à la salle Stendhal, rue Hauce-lin (derrière la place Notre-Dame) et au même pogramme, le groupe Afrar.

ECHIROLLES

« Aïcha et ses enfants » par la troupe des Jeunes Filles Arabes de Valence le vendredi 10 à 15 heures à la Maison des Jeunes et de la Culture Desnos, rue de Normandie.

Et samedi à 15 heures à la Maison de Quartier Jacques Prévert avec le groupe de musique maghrébin Afrar.

MONTPELLIER

Le doyen : du 15 au 18 avril à 22h30 du jazz avec Mico Nissim (piano solo et synthés)

RENNES

A la Maison de la Culture le 17 avril : Chiang-Ching (de la danse)

LYON

Le 11 à 20h30, à la Bourse du Travail, Nass el Ghiwane

Stage de danse et percussions du Maghreb à partir du 5 avril à la Maison des Etats-Unis, avec le concours d'Inter-Service - migrant sud-est.

Au théâtre du 8ème le 17 mars Art Blakey, et les Jazz Messengers à 20h30.

CLERMOND FERRAND

Gala à la Maison du Peuple (Tu parles d'un nom) le 10 à 20h30 reproduiront les Beatles du Maghreb : Nass El Ghiwane

NEW

ASSOCIATIONS

- Organisations des Travailleurs et étudiants sénégalais en France. Chez Ngom Ousmane, 40 rue Pascal 75013

- Comité de vigilance pour la démocratie et contre le racisme, 83600 Fréjus

- Action internationale contre la faim dans le Monde (comité varois) Résidence les Moniques, bat H1, chemin B, Florent 83200 Toulon

- Association des Turcs du Loir et Cher, 25 rue Rolland Garros 41000 Blois

- Atelier du Théâtre Arabe, 13 carrefour de l'Odéon, 75006 Paris

Association des Khmers du Calvados : 202 bd des Belles Portes Herouvelles - St Clair

Association de la Communauté portugaise d'Orthy 26 rue St Gilles - 64300 Orthy

Amicale des Anciens guerrilleros Espagnols en France, FFI, section départementale de l'Aude, Parc Lombard 11300 Limoux
Amicale des Réunionnais de Bretagne 29 rue Sargeau - Rennes.

ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ...
ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCE

BRIC A BRAC

Elvis échange photos véritables d'Elvis Presley sur son lit de mort contre disque de lui. Clément Eugène, B.P. 23, 88550 Pouxoux.

Je recherche un musicien des rues ou un groupe pour gagner quelques sous en égayant les badauds... Je suis violoniste et peux jouer du folk ou du classique... ou autre si vous avez de la patience! Je vous attends! Futter Sack, 27bis rue Foubert, 78500 Sartrouville.

Cherche tous concerts pirates de Keith Janet. Je suis pianiste et aimerais également contacter des musiciens qui jouent pour échanger des plans. Tél. au 354.58.37.

Groupe avec plein d'idées musicales possédant des voix, cherche parolier pour adapter sur musiques (poèmes, chansons). Travail sérieux, sur tempo rock/blues ou rythm/blues également. Cherchons un harmoniste, écrire à Francis Mazzanti, 4 rue de Cahors, 75019 Paris.

Recherchons musiciens jazz et accordéonistes sur région stéphanoise pour monter spectacle. Proposons animations spectacles pour enfants 5-12 ans avec Owipincetov, faisons spectacles de rue et festival de théâtre pour enfants. Théâtre de la Basoche, 11 rue Michel Rondet, St Etienne.

Cherche toujours et encore musicien philosophe reggae roots pour formation nouveau professionnel basse, clavier, guitare rythmique. Tél. Alain, 964.23.22.

Collectif musiciens maghrébins (style différent) projet festival « Une autre musique », cherchons collaborateurs sérieux. Contact téléphonique, demander Kaddour au 840.33.54 et 524.22.72.

Guitare Folk avec Housse, 400 francs, Meunier, SP 97, rue de Belleville, 75019 Paris, 5ème étage, apr's 19 heures.

Tokai à vendre folk Tokai bon état, 500 francs. Tél. au 724.76.19.

Tablas Indien 400 francs et troque deux pieds de batterie disque bouquin fringues comme tu voudras. Roland Viviers, 36 rue des Archives, Paris 4ème.

A ceux qui aiment l'Amérique du Sud et qui veulent prendre des Cours de kena et de zamparas (flutes indiennes), écrire chez Didier 15 rue Caille, Paris 18e

Paire de congas, Natal, neuf achetés en juin 80, 3500 francs à débattre aux alentours de 2500 francs. Ecrire ou passer les lundis à partir de 21 heures. Vends aussi encyclopédie Bordas, 10 volumes, très bon état pour 800 francs. Fernandez Maguy, 4 rue Jules Cousin 75004 Paris, porte gauche, 6ème étage, porte 2.

Je vends mon burnou tout neuf en pur poil de chameau, sa valeur est de 4500-5000 francs, vends 3500 francs, un super-burnou comme celui du feu président algérien Boumédiène. Me téléphoner sur tout discrètement au 266.64.40 poste 14, demander Annissa.

Super Frigo 325 litres avec étage congélateur bon état 500 francs. Un chauffage Chappée au gaz de ville, un évier 100 francs. Tél.: 735.49.15.

Blouson cuir marron, bon état, taille 38-40, valeur 150 francs. Un caban bleu marine neuf, taille 42-44, 300 francs. Une veste marron en tergal bon état, taille 40-42, 170 francs. Tél 262.03.87.

Un réseau de diffusion parallèle est une carence qui entache toute la création des groupes ou individus marginaux. Pour cela, les auteurs de quelque expression qui en soit sont invités soit à participer à la création d'une coopérative de diffusion soit à proposer des fichiers d'adresse. Pour tout renseignement, adresser votre courrier chez Salah Rihaz, 72 rue d'Hautpoul, Paris 19ème.

Kimono Aïkido Kendo jamais mis, acheté 440 francs, revendu 400 + éventuellement sabre neuf en bambou. Tél.: 367.04.73, tous les matins avant 8h30.

Petite troupe jazzy sérieuse propose spectacle intéressant (hé oui) à M.J.C., centres aérés, comités d'entreprise, etc. Tél. au 893.45.75.

Noir africain, 27 ans, cherche jeune fille ou femme, 18 à 30 ans, immigrée ou européenne, pour sortie ou amitié. Plus si affinités. L'honnêteté et le désintéressement sont vivement souhaités. Joindre photo. Réponse à toute lettre sérieuse. Région : 72, 75 et limites. A. Sy. P.R., 47 bd de Clichy, 75009 Paris.

En vue d'enquête, je cherche des gens ayant consulté des marabouts et médiums africains. Laisser vos coordonnées à la rédaction de Sans Frontière. Jibé

Recherche personne pour garder enfant à la maison, de 17h30 à 20h - Sérieux et bon prix. S'adresser au Tabac du Marais, 43 rue Meslay 75003 Paris. Demander Mme Usche. Tél. 887 92 30 ou 887 95 66

Mère célibataire, cherche urgent travail parce que je ne dispose plus de moyens pour moi et mon enfant. Je cherche n'importe quoi, ménages, gardes d'enfants, serveuse dans restaurant, etc ... Contacter le journal qui transmettra. Je vous remercie.

« Les frères Bouchnak » groupe de musique composé de 4 frères, cherche contrat pour venir animer en France. Contacter : Omar Bouchnak. 75 av. Amina Berhilla, Oujda Maroc. Tél. 53 89

Avis de Recherche.

M. Kacha Youssef n'a pas donné signe de vie depuis 1966 - dernière adresse connue, 4 rue de Poitou, Paris 3ème. Pour tout renseignement à M. Kacha Belkacem, 3G17A Cité La Montagne, Houssein Dey.

Vers un nouveau « Manifeste des 121 » ?

NON A LA FRANCE DE L'APARTHEID

La France se replie sur elle-même. Elle a peur pour son standing, sa tranquillité et même la couleur de sa peau. Comme l'Allemagne de 1933, elle s'invente des « boucs émissaires ».

Un jour, ce sont les immigrés, le bulldozer de Vitry, prenant le relais des mesures Bonnet-Stoléro et des ratonnades de Bondy. Le lendemain, ce sont les jeunes dont la petite délinquance, influencée par le chômage dont elle est loin pourtant d'épouser la courbe, justifie l'union sacrée des représentants de tous les partis et la loi « sécurité et liberté ».

L'ennemi est à l'intersection de ces deux camps, mais personne - ou presque - n'a encore osé le nommer clairement : c'est le jeune immigré et plus précisément le jeune maghrébin et le jeune noir.

Car à y regarder de plus près, il y a dans ce pays deux politiques de l'immigration : l'une d'intégration, assortie d'une arrière pensée nataliste, pour les « bons » c'est à dire pour ceux qui ont le type européen ; l'autre de ségrégation et de rejet, dans la plus pure tradition du racisme colonial, pour les « mauvais » c'est à dire pour ceux qui viennent principalement du continent africain.

Comme il y a aussi deux politiques de la jeunesse, l'une élitiste et l'autre de précarisation et de contrôle social pour le plus grand nombre, en particulier tous ceux qui sont parqués dans les banlieues-dépotoirs.

Les jeunes « immigrés » du sud de la Méditerranée sont, au bout du compte, pris deux fois dans le colimateur.

Les « quotas » que les maires communistes veulent maintenant imposer, pour préserver la paix de leurs communes, ne visent personne d'autre. Et lorsque M. Peyrefitte se propose d'agrandir les prisons c'est bien encore ceux-ci qui sont visés, dans le prolongement de la même logique, puisque près des trois quarts des détenus mineurs, fabriqués par notre société, portent aujourd'hui, des noms arabes.

Seule la Nouvelle Droite a osé formuler ouvertement son émoi à propos d'un phénomène qui inquiète beaucoup de monde, mais sur lequel on garde hypocritement le silence, à savoir que la stagnation démographique globale de la France, s'accompagne d'un baby-boom au sein de sa population étrangère.

Le Français moyen serait prêt à s'accommoder d'un tel appoint démographique, mais uniquement à la condition que son narcissisme racial n'en soit pas affecté. Par contre, il s'affole, il devient proprement délirant (comme dans cette autre puissance coloniale que fut la Grande-Bretagne) à l'idée que son pays puisse être souillé par la prolifération sur son sol des « gens de couleur ». Que le phénomène s'accroisse et il se transformera bientôt en sudiste, en petit blanc du Transvaal, en défenseur grotesque mais combien redoutable d'une civilisation raciale aux abois.

Comment ne pas craindre le pire, puisque le PCF, qui était censé défendre l'opprimé, a lui-même basculé ? Gérant en grande partie, la périphérie de nos villes rénovées et blanches,

il l'épure à son tour, se transformant objectivement en rempart contre les intrus.

La grève de la faim de Lyon commence à avoir un large écho. Après le soutien du cardinal Duval et du clergé catholique d'Algérie, une cinquantaine d'intellectuels français - et non des moindres - dénonce dans le manifeste, que nous publions ci-dessous en exclusivité, le scandale des expulsions de jeunes maghrébins de France et le resitue dans le contexte d'une société qui se crispe devant la multiracialité qui la gagne.

On dira peut-être qu'il est plus facile de signer un texte que de risquer sa vie. Pourtant, les signataires (qui comptent parmi eux les jeûneurs de Lyon) prennent ici des risques évidents puisqu'ils acceptent l'idée même de l'illégalité pour enrayer la politique en cours. En cela, ce texte rappelle étrangement, vingt ans après la guerre d'Algérie - mais n'y a-t-il pas des analogies ? - le « manifeste des 121 » qui, en justifiant la désertion et l'aide au FLN, occasionna de sérieux ennuis à ses signataires, dont quelques-uns partagent encore ce nouveau combat.

Un consensus s'instaure. Les mesures gouvernementales et municipales (de quelqu'obédience qu'elles soient) se complètent admirablement. Ségrégation du logement, puis intimidations de toutes natures à l'égard des immigrés prétendument non assimilables et refus systématique du droit d'asile aux ressortissants d'Afrique : tout est mis en oeuvre pour que soient étouffées les questions politiques et sociales que pose, au sein de la société française, l'existence d'une communauté non blanche de plus de trois millions de personnes (Antillais, harkis et gitans inclus). Le racisme et le nationalisme le plus étroit ont tacitement force de lois.

*

Un apartheid administratif est d'ores et déjà institué. Son rouage le moins connu et le plus radical est celui des expulsions.

Si, depuis le blocage de l'immigration en 1974, le nombre de celles-ci est monté rapidement à cinq mille par an, il semble, à de multiples indices,

qu'il va presque tripler en 1981. Mais à ce chiffre, il conviendrait d'ajouter celui, autrement plus lourd, des refoulements pour non renouvellement des titres de séjour ainsi que les départs dits « volontaires » dus au chômage, aux tracasseries administratives et au climat de haine ambiant.

75 % des expulsés officiellement reconnus sont des jeunes maghrébins de moins de vingt-cinq ans, de sexe masculin. Souvent nés en France, ou y ayant grandi, ils sont ainsi brutalement séparés de leurs soeurs et de leurs compagnes et arrachés du tissu social qui fut le leur depuis leur enfance.

Il suffit que ces adolescents aient commis un délit, même infime, pendant leur minorité, pour être convoqués, parfois des années plus tard, devant une commission d'expulsion préfectorale et conduits deux mois après au bateau ou à l'avion. Leur sort dépend donc presque entièrement du policier qui décida un jour de constituer leur dossier, voire du premier délateur venu.

*

Il est temps de faire connaître ouvertement cette réalité.

C'est pourquoi les soussignés,

- révoltés par ce drame humain qui n'a, toutes proportions gardées, rien à envier à celui des « boat-people » qui fit, il y a peu, l'unanimité des émotions ;

- scandalisés par la mise en place, en France, d'un système d'apartheid occulte et par la lâcheté des élus de toutes tendances qui le couvrent ;

- conscients de la subtile fascisation des mentalités qu'il entraîne et donc de la dégradation du régime dans son ensemble ;

- convaincus que l'évolution normale, irréversible, de nos sociétés économiquement développées, devenues des pôles d'attraction mondiaux, va dans le sens de la multiracialité, elle-même garante de tout vrai développement culturel ;

se déclarent prêts à aider à leur tour, par tous les moyens, légaux ou illégaux, toute personne menacée d'être expulsée de ce pays, alors qu'elle tient à y vivre, pour y avoir grandi, travaillé ou s'y être réfugiée pour des raisons politiques, et ceci jusqu'à ce que le droit d'y résider lui soit pleinement reconnu.

Les « 51 »

Simone de BEAUVOIR
Général de BOLLARDIERE
Etienne BOLLO
Robert BONNAUD
Huguette BOUCHARDEAU
Claude BOURDET
Isabelle CABU
Jean CARDONNEL
Jean-Michel CARRÉ
Pasteur Georges CASALIS
François CHATELET
Geneviève CLANCY
Daniel COHN-BENDIT
Jean COSTIL *
Christian DELORME *
François DELLA-SUDDA
Dominique ELUARD
Claire ETCHERELLI
Jean-Pierre FAYE
Gérard FROMANGER
Roger GARAUDY
Félix GUATTARI
Daniel GUERIN
Raymond GUGLIELMO
Jean-louis HURST
Vladimir JANKELEVITCH
KIRJUEH

Guy KONOPNIKI
Jean-Jacques LEBEL
Yan LE MASSON
François LEFORT
Bernard-Henri LEVY
François LONCLE
Gabriel MATZNEF
Claude MAURIAC
Professeur Paul MILLIEZ
Jean-Marie MULLER
François PAIN
Jean-Claude POLACK
Wladimir RABINOVITCH
Olivier REVAULT D'ALLONES
Pasteur René ROGNON
Paul ROZEMBERG
Laurent SCHWARTZ
Delphine SEYRIG
Gérard SOULIER
Antoine SPIRE
Philippe TANCELIN
Daniel TIMSITT
VERCORS
Pierre VIDAL-NAQUET

* Grévistes de la faim de Lyon

La liste des signatures reste ouverte au journal « Sans Frontière »